



KPMG Audit
1, cours Valmy
92923 Paris La Défense Cedex
France

Olivier Belnet

19, boulevard Arthur Michaud
13015 Marseille

Bellon S.A.

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes consolidés**

Exercice clos le 31 août 2012

Bellon S.A.

Espace Gaymard - 2, place d'Arvieux - 13002 Marseille

Ce rapport contient 62 pages

Référence : JCR/131-1



KPMG Audit
1, cours Valmy
92923 Paris La Défense Cedex
France

Olivier Belnet

19, boulevard Arthur Michaud
13015 Marseille

Bellon S.A.

Siège social : Espace Gaymard - 2, place d'Arvieux - 13002 Marseille
Capital social : €.411 360

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 août 2012

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 août 2012 sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Bellon S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

2 Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Votre société a procédé à des tests de dépréciation des goodwill et autres actifs incorporels, ayant une durée d'utilité indéterminée et a également évalué s'il existait des indices de perte de valeur sur les actifs à durée d'utilité déterminée, selon les modalités décrites dans les notes 2.8 et 4.9 de l'annexe.

Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces tests de dépréciation et la méthode retenue pour l'évaluation de la valeur d'utilité basée sur les flux de trésorerie futurs actualisés après impôts. Nous avons également examiné la documentation préparée dans ce cadre et apprécié la cohérence des données utilisées notamment en ce qui concerne les hypothèses retenues pour l'élaboration des plans d'activité.

- Les avantages postérieurs à l'emploi et les autres avantages à long terme au personnel sont évalués et comptabilisés selon les modalités décrites dans les notes 2.17 et 4.17 de l'annexe et font l'objet pour l'essentiel d'une évaluation par des actuaires externes. Nous avons examiné les données et hypothèses retenues par ces actuaires ainsi que leurs conclusions et nous avons vérifié que la note 4.17 fournissait une information appropriée.

Les éléments mentionnés ci-dessus reposent sur le recours à des estimations et des hypothèses sous-jacentes, qui ont par nature un caractère incertain. Comme précisé dans la note 2.2 de l'annexe aux comptes consolidés, les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en présence de conditions différentes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

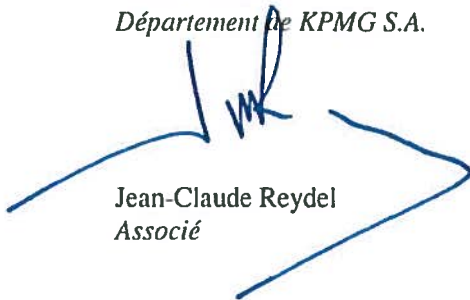
Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Les commissaires aux comptes

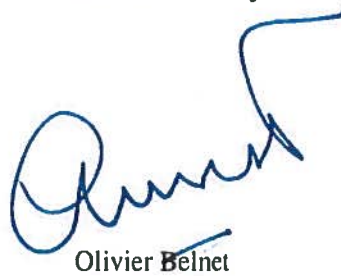
Paris La Défense, le 17 janvier 2013

Marseille, le 17 janvier 2013

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.



Jean-Claude Reydel
Associé



Olivier Belnet

Comptes consolidés de Bellon S.A. au 31 août 2012

1. COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	2011-2012	2010-2011
Chiffre d'affaires	3	18 236	16 047
Coût des ventes	4.1	(15 396)	(13 529)
Marge brute		2 840	2 518
Charges commerciales	4.1	(260)	(242)
Charges administratives	4.1	(1 560)	(1 411)
Autres produits opérationnels	4.1	15	10
Autres charges opérationnelles	4.1	(53)	(25)
Résultat opérationnel	3	982	850
Produits financiers	4.2	65	57
Charges financières	4.2	(283)	(236)
Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence	3 et 4.8	18	15
Résultat avant impôt		782	686
Impôt sur les résultats	4.3	(286)	(250)
Résultat de l'ensemble consolidé		496	436
Dont :			
Part revenant aux participations ne donnant pas le contrôle		362	310
PART REVENANT AU GROUPE		134	126

2. ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	2011-2012	2010-2011
Résultat de l'ensemble consolidé		496	436
Éléments du résultat global appelés à un reclassement ultérieur en résultat			
Variation de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente	4.10.3 et 4.14	1	0
Variation de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente transférée en résultat	4.10.3 et 4.14		
Variation de la juste valeur des instruments dérivés de couverture	4.16 et 4.14	(21)	
Variation de la juste valeur des instruments dérivés de couverture transférée en résultat	4.16 et 4.14	13	14
Écarts de conversion		287	(314)
Impôts sur les autres éléments du résultat global appelés à un reclassement ultérieur en résultat	4.14	3	(5)
Part des autres éléments du résultat global dans les entreprises mises en équivalence, nets d'impôts	4.14	(9)	1
Éléments du résultat global qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat			
Écarts actuariels sur les régimes à prestations définies et autres	4.17.1 et 4.14	(98)	36
Impôts sur les autres éléments du résultat global qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat	4.14	23	(10)
Total des autres éléments du résultat global après impôts		199	(278)
RESULTAT GLOBAL		695	158
Dont :			
Part revenant au Groupe		202	31
Part revenant aux participations ne donnant pas le contrôle		493	127

3. ETAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIERE

ACTIF

(en millions d'euros)	Notes	Au 31 août 2012	Au 31 août 2011
Actif non courant			
Immobilisations corporelles	4.4	574	513
Goodwills	4.5	5 236	4 489
Autres immobilisations incorporelles	4.6	563	492
Investissements clients	4.7	296	222
Participations dans les entreprises mises en équivalence	4.8	81	70
Actifs financiers non courants	4.10	101	82
Instruments financiers dérivés actifs	4.16	26	
Autres actifs non courants	4.12	15	14
Impôts différés	4.20	169	153
TOTAL ACTIF NON COURANT		7 061	6 035
Actif courant			
Actifs financiers courants	4.10	4	9
Instruments financiers dérivés actifs	4.16	1	2
Stocks	4.11	296	252
Créances d'impôt		96	72
Clients et autres créances	4.12	3 446	3 142
Fonds réservés et actifs financiers de l'activité « Services Avantages et Récompenses » ⁽¹⁾	4.10	609	622
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4.13	1 451	1 465
TOTAL ACTIF COURANT		5 903	5 564
TOTAL DE L'ACTIF		12 964	11 599

⁽¹⁾Nouvelle dénomination de l'activité Solutions de Motivation.

PASSIF ET CAPITAUX PROPRES

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	Au 31 août 2012	Au 31 août 2011
Capitaux propres			
Capital		0	0
Primes d'émission		397	397
Réserves et résultats non distribués		259	65
Capitaux propres – Part du Groupe		656	462
Participations ne donnant pas le contrôle		1 946	1 612
TOTAL CAPITAUX PROPRES	4.14	2 602	2 074
Passif non courant			
Emprunts et dettes financières	4.15	3 156	2 332
Instruments financiers dérivés passifs		23	1
Avantages au personnel	4.17	382	282
Autres passifs non courants	4.19	222	190
Provisions	4.18	105	62
Impôts différés	4.20	161	150
TOTAL PASSIF NON COURANT		4 049	3 017
Passif courant			
Découverts bancaires		18	23
Emprunts et dettes financières	4.15	140	756
Instruments financiers dérivés passifs	4.16	23	12
Dettes d'impôt		130	120
Provisions	4.18	41	47
Fournisseurs et autres dettes	4.19	3 428	3 129
Chèques et Cartes de Services à rembourser		2 533	2 421
TOTAL PASSIF COURANT		6 313	6 508
TOTAL DU PASSIF ET DES CAPITAUX PROPRES		12 964	11 599

4. TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	2011-2012	2010-2011
Flux de trésorerie liés à l'activité opérationnelle			
Résultat opérationnel des sociétés intégrées		981	850
Élimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité			
Amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles		353	244
Provisions		(9)	(9)
Résultat net d'impôt des cessions et autres		12	15
Produits des participations		16	13
Variation du BFR lié à l'activité		56	101
Variation des stocks	4.12	(7)	(32)
Variation des clients et autres créances		(87)	(235)
Variation des fournisseurs et autres dettes		(10)	262
Variation des Chèques et Cartes de Services à rembourser		157	170
Variation des actifs financiers de l'activité Services Avantages et Récompenses		3	(64)
Intérêts payés		(238)	(176)
Intérêts encaissés		21	14
Impôts payés		(253)	(233)
Flux nets de trésorerie liés à l'activité		939	819
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Acquisitions d'immobilisations		(308)	(242)
Cessions d'immobilisations		28	22
Variation des investissements clients	4.7	(39)	(22)
Variation des actifs financiers		20	12
Acquisitions de filiales	4.23	(586)	(2)
Cessions de filiales		3	-
Flux nets de trésorerie liés aux activités d'investissement		(882)	(232)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		(8)	(7)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle		(160)	(149)
Achats d'actions propres			
Cessions d'actions propres			
Augmentation de capital		1	2
Réduction de capital			
Acquisition de participations ne donnant pas le contrôle		(109)	(226)
Cession de participations sans perte de contrôle		64	57
Émissions d'emprunts et dettes financières		775	499
Remboursements d'emprunts et dettes financières		(684)	(770)
Flux nets de trésorerie liés aux activités de financement		(121)	(594)
VARIATION DE TRÉSORERIE		(64)	(7)
Incidence des différences de change et autres		56	(86)
Trésorerie à l'ouverture		1 441	1 534
TRÉSORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	4.13	1 433	1 441

5. VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

<i>(en millions d'euros)</i>	Nombre d'actions	Capital	Primes d'émission	Réserves et résultat	Écarts de conversion	Part du Groupe	Total des capitaux propres	
							Participations ne donnant pas le contrôle	Total
Notes				4.14				
Capitaux propres au 31 août 2010	25 710		397	138	(64)	471	1 740	2 211
Résultat net				126		126	310	436
Autres éléments du résultat global nets d'impôts				12	(107)	(95)	(183)	(278)
Résultat global				138	(107)	31	127	158
Dividendes versés				(8)		(8)	(147)	(155)
Autres variations				(32)		(32)	(108)	(140)
Capitaux propres au 31 août 2011	25 710		397	236	(171)	462	1 612	2 074
Résultat net				134		134	362	496
Autres éléments du résultat global nets d'impôts				(30)	98	68	131	199
Résultat global				104	98	202	493	695
Dividendes versés				(8)		(8)	(160)	(168)
Autres variations							1	1
Capitaux propres au 31 août 2012	25 710		397	332	(73)	656	1 946	2 602

Annexe aux comptes consolidés

Bellon S.A. est une société anonyme domiciliée en France dont le siège social est situé à Marseille.

Pour les besoins de ce document, « Bellon » signifie Bellon S.A., « le groupe » signifie l'ensemble de Bellon S.A. et du groupe Sodexo, et « Sodexo » ou « le groupe Sodexo » signifie l'ensemble de Sodexo S.A. et ses filiales consolidées.

Les comptes consolidés de Bellon S.A. ont été arrêtés par le Directoire en date du 10 décembre 2012 et présentés au Conseil de surveillance le même jour. Ils seront soumis à l'Assemblée générale des actionnaires du 14 mai 2013.

1. FAITS MARQUANTS

Pendant l'exercice 2011-2012, Bellon SA a renégocié partie de sa dette qui venait à échéance courant 2012, à savoir :

- l'Equity Link Swap (vente à terme d'actions SODEXO couplée d'une opération d'échange de conditions d'intérêts contre variation de cours de l'action) contracté auprès de CACIB le 12 Avril 2011 pour un montant de 70 Millions d'euros qui venait à échéance le 15 Février 2012.
- Le prêt et les intérêts capitalisés contractés auprès de la CNCEP le 4 Juillet 2004 pour un montant de 467,3 Millions d'euros qui venaient à échéance le 4 Juillet 2012
- l'Equity Link Swap contracté auprès de la Société Générale le 31 Août 2007 pour un montant de 70 Millions d'euros qui venait à échéance le 31 Août 2012.

Afin de faire face à ces remboursements, Bellon SA a signé le 15 Novembre 2011 deux Equity Link Swaps d'un montant total de 300 Millions d'euros. Ces deux ELS d'un montant de 150 Millions chacun ont une date de commencement fixée au 4 Juillet 2012 et une date d'échéance respective au 4 Juillet 2015 et 4 Juillet 2017.

Bellon SA a également signé le 26 Juin 2012 un placement privé auprès de 11 Investisseurs américains pour un montant de 165 Millions dollars américains et l'équivalent en euros de 50 Millions de dollars américains à échéance de février 2022 avec un amortissement de la dette démarrant en février 2016.

Pour compléter son financement BELLON SA a signé le 30 Août 2012 un Equity Link Swap avec CACIB pour un montant de 70 Millions d'euros à échéance 04 Août 2016.

Les principales acquisitions que le Groupe Sodexo a réalisées au cours de l'exercice 2011-2012 sont :

- le 6 septembre 2011, Sodexo a acquis 100 % de Puras do Brasil, n° 2 des Services sur Site au Brésil, qui réalise un chiffre d'affaires d'environ 500 millions d'euros et emploie 22 000 personnes réparties sur plus de 1 300 sites dans l'ensemble du pays. Cette acquisition permet à Sodexo de créer un leader au Brésil, l'un des marchés les plus importants au monde, et est en ligne avec la stratégie du Groupe qui vise à renforcer la présence de Sodexo dans les pays émergents à très fort potentiel ;
- le 22 septembre 2011, Sodexo a acquis quasiment 100 % de la société Lenôtre. L'acquisition de cette société française permet à Sodexo de développer son portefeuille d'activité Prestige en France et à l'international, ainsi que son savoir-faire autour des métiers de la gastronomie de luxe et renforcer ainsi son offre auprès de ses clients. Lenôtre réalise un chiffre d'affaires de l'ordre de 100 millions d'euros ;
- le 30 novembre 2011, Sodexo a acquis, aux États-Unis, 100 % de la société Roth Bros, une entreprise spécialisée dans les services de maintenance technique implantée sur le plan national aux États-Unis. Roth Bros, fondée en 1923, crée, pilote et met en œuvre des services de climatisation, d'automatisation et de contrôle dans les bâtiments et de maintenance des fluides et des énergies. Roth Bros réalise un chiffre d'affaires de l'ordre de 100 millions de dollars.

Les principaux effets de ces acquisitions sur les comptes consolidés du Groupe sont décrits en note 4.23.

2. PRINCIPES COMPTABLES

2.1 Bases de préparation des états financiers

2.1.1 Base de préparation des informations financières 2011-2012

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés du Groupe ont été établis conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) telles que publiées par l'*International Accounting Standard Board* (IASB) et adoptées par l'Union européenne à la date de clôture de la période, afin d'être en conformité avec le référentiel appliqué par le Groupe Sodexo, lui-même soumis au règlement européen 1606 / 2002 du 19 juillet 2002. Une liste complète des normes adoptées par l'Union européenne est disponible sur le site internet de la Commission européenne : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm. Bellon SA établit un arrêté des comptes sur la même période que sa fille pour l'établissement des comptes consolidés.

L'exercice comparatif est arrêté selon les mêmes principes.

Concernant les normes IFRS applicables au Groupe, les dates d'application des IFRS telles qu'approuvées par l'Union européenne ont été les mêmes que celles des IFRS publiées par l'IASB au cours des trois derniers exercices, compte tenu de la date de clôture du Groupe. Ainsi, les éventuelles différences entre les deux référentiels liées au décalage dans le temps de l'approbation par l'Union européenne ont été sans incidence compte tenu de la date d'application des normes ou interprétations concernées.

Le Groupe analyse les impacts sur les comptes consolidés des interprétations d'IFRIC 4 et d'IFRIC 12 depuis leur date d'application. En l'absence d'investissement significatif, le Groupe n'a procédé à aucun retraitement.

2.1.2 Nouvelles normes et interprétations applicables de manière obligatoire

Les nouvelles normes, interprétations et amendements aux normes publiées, qui sont d'application obligatoire à compter de l'exercice ouvert le 1^{er} septembre 2011 n'ont pas d'incidence significative sur les comptes annuels du Groupe pour l'exercice 2011-2012.

- La norme IAS 24 révisée « Information relative aux parties liées », l'amendement d'IFRIC 14 « Actifs de régimes à prestations définies et obligations de financement minimum » et l'amendement à IFRS 7 « Transferts d'actifs financiers » n'ont pas eu d'incidence sur les états financiers du Groupe.
- Les amendements des normes IAS 1 « Présentation des états financiers », IFRS 7 « Instruments financiers : Informations à fournir » et IFRIC 13 « Programmes de fidélisation de la clientèle » résultant de la procédure annuelle d'amélioration des IFRS 2010, adoptée par l'Union européenne en février 2011, comprenant des amendements applicables à l'exercice clos au 31 août 2012, n'ont pas eu d'impact matériel sur les états financiers du Groupe.

2.1.3 Normes et interprétations publiées mais non encore entrées en vigueur

Le Groupe n'a pas opté pour une application anticipée des normes et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire pour l'exercice 2011-2012, à l'exception de l'amendement à IAS 1 « Présentation des États financiers » qui prévoit la présentation distincte dans l'état du résultat global des autres éléments du résultat global selon qu'ils soient ou non sujets à un reclassement ultérieur en résultat.

La révision de la norme IAS 19 « Avantages au personnel », applicable à compter de l'exercice 2013-2014, qui conduit notamment à évaluer le rendement attendu des actifs de régime sur la base du taux d'actualisation utilisé pour évaluer l'obligation au titre des prestations aura un impact négatif sur le résultat financier du Groupe. Ainsi l'application de cette norme pour l'exercice 2011-2012 aurait eu un impact négatif sur le résultat financier d'environ 9 millions d'euros. Par ailleurs, l'impact des coûts des services passés sera comptabilisé intégralement en résultat l'année des modifications des caractéristiques du plan. La suppression de la méthode du « corridor » prévu par la norme révisée n'aura pas d'incidence pour le Groupe, les écarts actuariels étant déjà enregistrés intégralement en autres éléments du résultat global.

Les impacts des autres nouveaux textes, et notamment des normes IFRS 10 « États financiers consolidés », IFRS 11 « Partenariats » et IFRS 12 « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités » ainsi que les normes IAS 27 amendée « États financiers individuels » et IAS 28 amendée « Participation dans des entreprises associées et co-entreprises », devraient être limités pour le Groupe. Cependant les analyses sur les conséquences pratiques de ces textes et les effets de leur application sur les comptes consolidés sont toujours en cours pour confirmer cette évaluation.

Une liste complète des normes adoptées par l'Union européenne est disponible sur le site internet de la Commission européenne : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm.

2.2 Recours à des estimations

Pour préparer les états financiers, des estimations et des hypothèses ont été faites par la Direction du Groupe et des filiales ; elles ont pu affecter les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif, les passifs éventuels à la date d'établissement des états financiers et les montants présentés au titre des produits et des charges de l'exercice.

Ces estimations et appréciations sont effectuées de façon continue sur la base de l'expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables au regard des circonstances actuelles et qui constituent le fondement des appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif.

Les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes.

Les éléments significatifs faisant l'objet de telles estimations et hypothèses comprennent :

- la dépréciation des actifs courants et non courants (cf. notes 4.9 et 4.12) ;
- la juste valeur des instruments financiers dérivés (cf. note 4.16) ;
- les provisions pour litiges et risques fiscaux (cf. notes 4.18 et 4.27) ;
- la valorisation des régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies (cf. note 4.17) ;
- l'activation des impôts différés (cf. note 4.20) ;
- les paiements fondés sur des actions (cf. note 4.22) ;
- la valorisation des *goodwills*, et des actifs incorporels acquis, ainsi que leur durée de vie estimée (cf. note 4.23).

2.3 Principes et méthodes de consolidation

2.3.1 Transactions intragroupe

Les transactions intragroupe, les soldes ainsi que les pertes et profits latents entre les sociétés du Groupe sont éliminés. Les pertes latentes sont éliminées de la même façon que les profits latents, mais seulement dans la mesure où elles ne sont pas représentatives d'une perte de valeur.

2.3.2 Méthode de consolidation

Une filiale est une entité contrôlée par Bellon SA, directement ou indirectement. Le contrôle existe lorsque le Groupe a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles de l'entité afin d'obtenir des avantages de ses activités. Pour apprécier le contrôle, le contrôle de fait et les droits de vote potentiels qui sont actuellement exerçables ou convertibles sont pris en considération. Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle est obtenu jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse.

Les sociétés dans lesquelles Bellon SA exerce, directement ou indirectement, une influence notable ou un contrôle conjoint sur les politiques financières et opérationnelles sans en avoir le contrôle, sont consolidées par mise en équivalence à partir de la date à laquelle l'influence notable ou le contrôle conjoint est exercé et jusqu'à la date à laquelle il prend fin.

Le Groupe détient plusieurs participations dans des sociétés-projets créées dans le cadre de contrats de partenariat public-privé (PPP). Ces contrats PPP permettent aux gouvernements de faire appel au secteur privé pour concevoir, construire, financer et gérer des infrastructures publiques (hôpitaux, écoles, garnisons, établissements pénitentiaires) avec des critères de performance très précis. Une analyse est conduite pour chacune de ces participations, dont le détail figure dans la note 4.8, afin de déterminer si le Groupe y exerce une influence notable ou un contrôle conjoint au regard des critères exposés par les normes IAS 27 révisée et IAS 28 ainsi que par l'interprétation SIC 12. Sur la base du résultat de ces analyses, lorsque le Groupe exerce une influence notable ou un contrôle conjoint, ces participations sont consolidées par mise en équivalence.

Le Groupe n'intervient dans ces projets en tant qu'investisseur en capital et en dette subordonnée que dans la mesure où il est prestataire de service de la société-projet.

Le détail des principales sociétés consolidées au 31 août 2012 est présenté en note 6.

2.3.3 Conversion

Les taux de change retenus proviennent des cotations à la Bourse de Paris et sur les grandes places financières internationales.

2.3.3.1 Transactions en devises étrangères

Les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères à la date de clôture sont convertis au cours de clôture. Les écarts de change provenant de cette conversion sont enregistrés en charges et produits financiers.

Les actifs et passifs non monétaires en devises étrangères comptabilisés au coût historique sont convertis au cours de change de la date de transaction. Les actifs et passifs non monétaires comptabilisés à la juste valeur sont convertis au cours de change de la date à laquelle la juste valeur a été déterminée.

Les transactions de la période sont converties au cours de change de la date de transaction.

Les différences de change ayant trait à un élément monétaire qui fait en substance partie intégrante de l'investissement net dans une entreprise étrangère consolidée, sont inscrites dans les capitaux propres consolidés jusqu'à la cession ou la liquidation de cet investissement net.

2.3.3.2 États financiers libellés en devises étrangères

Pays à monnaie stable

Les états financiers individuels de chaque société consolidée sont présentés en fonction de l'environnement économique local (monnaie fonctionnelle) dans lequel opère chacune de ces entreprises.

Afin de présenter des états financiers consolidés, tous les actifs et passifs en devise étrangère des sociétés consolidées sont convertis dans la monnaie de présentation du Groupe Bellon SA (l'euro) au cours de clôture et le compte de résultat est converti au cours moyen de la période. Les écarts de change en résultant sont classés dans les capitaux propres dans la rubrique « Écarts de conversion ». Lors de la transition aux normes IFRS, les réserves de conversion cumulées au 1^{er} septembre 2004 ont été reclassées en réserves consolidées.

Les corrections monétaires d'ordre réglementaire ont été maintenues dans les comptes des filiales des pays ayant été en hyperinflation : Argentine, Chili, Colombie, Mexique et Turquie. Les écarts de conversion résiduels entre l'application de la correction monétaire et l'utilisation du cours de clôture sont portés dans les capitaux propres.

Pays hyper-inflationnistes

Pour les pays hyper-inflationnistes, l'écart entre le résultat converti au cours moyen et le résultat converti au cours de clôture est porté en charges et produits financiers.

Traitement des filiales implantées au Venezuela

À la fin de l'année 2009, le Venezuela est entré dans la liste des pays hyper-inflationnistes selon les critères définis par la norme IAS 29. À compter de l'exercice clos le 31 août 2010, le Groupe a donc appliqué, pour la préparation des comptes consolidés, les règles de comptabilisation spécifiques prévues par cette norme aux transactions de nos filiales opérant dans ce pays.

Le 8 janvier 2010, le Venezuela annonçait la dévaluation de sa monnaie, le bolivar fuerte.

À partir de cette date, le Groupe a décidé de ne plus se référer au taux de change officiel décrété par le gouvernement vénézuélien (soit 1 USD = 4,3 bolivars). Les comptes des filiales implantées au Venezuela ont été convertis sur la base du taux observé sur les dernières transactions, au taux de 1 USD = 9,39 bolivars, soit 1 euro = 13,57 bolivars pour l'exercice clos le 31 août 2011 et au taux de 1 USD = 10,20 bolivars, soit 1 euro = 12,86 bolivars pour l'exercice clos le 31 août 2012.

En effet, le Groupe estime que ces taux sont plus appropriés :

- d'une part, pour mieux refléter la parité économique entre l'euro et le bolivar compte tenu du contexte d'hyperinflation installé au Venezuela depuis la fin de l'année 2009 ;
- d'autre part, pour estimer le taux le plus probable auquel le Groupe évalue sa capacité future à convertir des bolivars en euros étant donné les restrictions actuelles apportées par les autorités du pays aux transactions sur le marché officiel.

Les impacts sur les comptes du Groupe résultant de cette position sont les suivants :

(en millions d'euros)	2011-2012			2010-2011		
	Données au taux utilisé par le Groupe 1 EUR = 12,86 VEF	Données pro forma au taux officiel 1 EUR = 5,42 VEF	Incidence du choix sur les comptes publiés	Données au taux utilisé par le Groupe 1 EUR = 13,57 VEF	Données pro forma au taux officiel 1 EUR = 6,21 VEF	Incidence du choix sur les comptes publiés
Chiffre d'affaires des filiales vénézuéliennes	55	131	(76)	51	111	(60)
Résultat opérationnel des filiales vénézuéliennes	26	61	(35)	19	41	(22)
Résultat net des filiales vénézuéliennes	8	19	(11)	6	13	(7)
Capitaux propres des filiales vénézuéliennes	27	64	(37)	14	31	(17)

2.4 Regroupement d'entreprises et goodwill

La méthode de l'acquisition est utilisée pour comptabiliser l'acquisition de filiales par le Groupe. La juste valeur de la contrepartie transférée correspond à la juste valeur des actifs remis, des instruments de capitaux propres émis par l'acquéreur et des passifs repris à la date de l'échange. Les coûts directement liés à l'acquisition sont comptabilisés en charges dans la période au cours de laquelle ils sont encourus.

Lors de la première consolidation d'une filiale ou participation, le Groupe évalue l'ensemble des éléments identifiables acquis à leur juste valeur à cette date. Cette évaluation se réalise dans la devise de la société acquise.

Les ajustements de valeurs des actifs et passifs relatifs à des acquisitions comptabilisées sur une base provisoire (en raison de travaux d'expertise en cours ou d'analyses complémentaires) sont comptabilisés comme des ajustements rétrospectifs du *goodwill* s'ils interviennent dans la période d'un an à compter de la date d'acquisition et s'ils résultent de faits et circonstances existant à la date d'acquisition. Au-delà de ce délai, les effets sont constatés directement en résultat sauf s'ils correspondent à des corrections d'erreurs, y compris en ce qui concerne les impôts différés actifs qui, s'ils sont reconnus au-delà d'un an après la date de l'acquisition, génèrent un produit d'impôt. Le *goodwill* se rapportant à l'acquisition d'entreprises associées est inclus dans la valeur des titres mis en équivalence.

2.4.1 Goodwill

2.4.1.1 Acquisitions réalisées à compter du 1^{er} septembre 2009

L'écart résiduel correspondant à l'excédent de la juste valeur de la contrepartie transférée (par exemple le montant payé), augmenté du montant des participations ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise (évaluée soit à leur juste valeur, soit pour leur quote-part dans la juste valeur des actifs nets identifiables acquis) sur la juste valeur à la date d'acquisition des actifs acquis et des passifs repris, est inscrit à l'actif de l'état consolidé de la situation financière sur la ligne « *Goodwills* ».

L'option d'évaluer les participations ne donnant pas le contrôle à leur juste valeur ou pour leur quote-part dans la juste valeur des actifs nets identifiables acquis est disponible au cas par cas pour chaque opération de regroupement d'entreprises.

2.4.1.2 Acquisitions réalisées entre le 1^{er} septembre 2004 et le 31 août 2009

Le *goodwill* correspond à l'excédent du coût d'acquisition sur la part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur des actifs, des passifs et des passifs éventuels identifiables de la société acquise à la date d'acquisition. Les coûts directement liés à l'acquisition étaient pris en compte dans le coût d'acquisition et donc le *goodwill*.

Ces *goodwills* ne sont pas amortis mais font l'objet de tests de dépréciation dès l'apparition d'indices de pertes de valeur et au minimum une fois par an. Les modalités des tests de dépréciation sont décrites ci-après en note 2.8. Les pertes de valeurs éventuelles constatées au compte de résultat sont irréversibles.

2.4.2 Goodwill négatif

Il représente l'excédent de la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris de la société acquise à la date d'acquisition sur le prix d'acquisition augmenté du montant de la participation ne donnant pas le contrôle.

Après vérification du processus d'identification et d'évaluation des différents éléments pris en compte dans son calcul, le *goodwill* négatif est comptabilisé immédiatement au compte de résultat au cours de la période d'acquisition.

2.4.3. Transactions concernant les participations ne donnant pas le contrôle

Les variations des participations ne donnant pas le contrôle, en l'absence de prise ou de perte de contrôle, sont comptabilisées en capitaux propres. Notamment, lors d'une acquisition complémentaire de titres d'une entité déjà contrôlée par le Groupe, l'écart entre le prix d'acquisition des titres et la quote-part complémentaire des capitaux propres consolidés acquise est enregistré en capitaux propres – part du Groupe. La valeur consolidée des actifs et passifs identifiables de la filiale (y compris le *goodwill*) reste inchangée.

Avant le 1^{er} septembre 2009, un *goodwill* était comptabilisé lors de l'acquisition de participations ne donnant pas le contrôle, correspondant à l'excédent du coût d'acquisition de ces participations à la date de transaction par rapport à leur valeur comptable.

2.4.4. Ajustements et/ou compléments de prix

Depuis le 1^{er} septembre 2009, les ajustements ou compléments de prix éventuels du regroupement d'entreprises sont valorisés à leur juste valeur à la date de l'acquisition même si leur réalisation n'est pas considérée comme probable. Après la date d'acquisition, les changements d'estimation de la juste valeur des ajustements de prix entraînent un ajustement du *goodwill* uniquement s'ils interviennent dans le délai d'affectation (un an maximum à compter de la date d'acquisition) et s'ils résultent de faits et circonstances existant à la date d'acquisition. Dans tous les autres cas, le changement est constaté en résultat ou en capitaux propres selon la norme IFRS appropriée.

2.4.5. Regroupement d'entreprises réalisé par étapes

Dans un regroupement d'entreprises réalisé par étapes, la participation que le Groupe détenait précédemment dans l'entreprise acquise est réévaluée, au moment de la prise de contrôle de cette entreprise, à la juste valeur par le compte de résultat. Pour la détermination du *goodwill* à la date d'obtention du contrôle, la juste valeur de la contrepartie transférée (par exemple le prix payé) est augmentée de la juste valeur de la participation précédemment détenue par le Groupe.

2.5 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles acquises séparément sont évaluées initialement à leur coût. Les immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises évaluables de façon fiable, contrôlées par le Groupe et qui sont séparables ou résultant de droits légaux ou contractuels sont comptabilisées à leur juste valeur séparément du *goodwill*. Postérieurement à la comptabilisation initiale, les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur constatées.

Les immobilisations incorporelles, sauf certaines marques dont la durée d'utilité n'est pas limitée lorsque les conditions de marché et le contexte réglementaire permettent une utilisation indéfinie de celles-ci, sont des immobilisations à durée d'utilité déterminée et sont amorties selon le mode linéaire sur les durées suivantes en fonction de leur durée d'utilité prévue :

Progiciels de gestion intégrés	3-7 ans
Logiciels	3-4 ans
Brevets et licences	2-10 ans
Relations clientèle	3-20 ans
Autres immobilisations incorporelles	3-20 ans

Les marques acquises dont la durée de vie est déterminée sont amorties, sur une durée généralement inférieure à dix ans. Certaines marques, pour lesquelles le Groupe estime que la période pendant laquelle elles pourront être utilisées n'est pas limitée, ne font pas l'objet d'amortissement.

Compte tenu des caractéristiques juridiques des baux commerciaux français, les droits au bail sont considérés comme ayant une durée de vie indéterminée et ne font pas l'objet d'amortissement.

Les coûts liés à l'acquisition de licences et logiciels sont inscrits à l'actif sur la base de coûts encourus pour acquérir et pour mettre en service les logiciels concernés. Ces coûts sont amortis sur la durée d'utilité estimée.

Les dépenses ultérieures relatives aux immobilisations incorporelles sont activées seulement si elles augmentent les avantages économiques futurs associés à l'actif spécifique correspondant. Les autres dépenses sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

2.6 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût diminué des amortissements et du cumul des pertes de valeur, à l'exception des terrains figurant au coût diminué des pertes de valeur. Ce coût inclut les dépenses qui sont directement liées à l'acquisition du bien et le coût estimé de l'obligation de remise en état d'une partie de l'actif le cas échéant.

Les coûts ultérieurs sont inclus dans la valeur comptable de l'immobilisation ou reconnus comme un composant séparé, le cas échéant, s'il est probable que des avantages économiques futurs associés à cet élément iront au Groupe et que le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable. Tous les autres coûts d'entretien et de réparation sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus sauf ceux engagés pour une augmentation de la productivité ou pour la prolongation de la durée d'utilité du bien, qui sont alors immobilisés.

Les immobilisations corporelles sont amorties, selon l'approche par composant, sur leur durée d'utilité et en tenant compte de leur valeur résiduelle. L'amortissement linéaire est considéré comme l'amortissement économiquement justifié.

Les durées généralement retenues pour le Groupe sont les suivantes :

Constructions	20 à 30 ans
Installations générales et agencements	3 à 10 ans
Matériel et outillage	3 à 8 ans
Véhicules à moteur	4 ans
Bateaux et pontons flottants (selon les composants)	5 à 15 ans

Les valeurs résiduelles et les durées d'utilité des actifs corporels sont revues et, le cas échéant, ajustées à chaque clôture.

Les valeurs comptables des immobilisations corporelles sont soumises à des tests de dépréciation lorsqu'il existe un indice qu'un actif corporel a subi une perte de valeur.

2.7 Contrats de location

Les contrats de location financement qui transfèrent au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif loué, sont comptabilisés comme suit :

- la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location est constatée à l'actif de l'état consolidé de la situation financière au commencement du contrat de location ;
- la dette correspondante est enregistrée en dettes financières ;
- les paiements au titre de la location sont ventilés entre la charge financière et l'amortissement de la dette de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant dû au passif.

Les actifs faisant l'objet d'un contrat de location financement sont amortis sur la plus courte de leur durée d'utilité et de la durée du contrat si le Groupe n'a pas une assurance raisonnable de devenir propriétaire de l'actif à la fin du contrat de location.

Les contrats de location dans lesquels le bailleur conserve la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif loué sont classés en tant que contrats de location simple. Les paiements effectués au titre des contrats de location simple sont comptabilisés en charges opérationnelles de façon linéaire jusqu'à échéance du contrat.

2.8 Dépréciation d'actifs

2.8.1 Dépréciation des actifs à durée d'utilité déterminée

Les actifs corporels et incorporels ayant une durée d'utilité déterminée font l'objet de tests de dépréciation dès lors qu'il existe des indices objectifs de pertes de valeur. Ces pertes de valeurs comptabilisées en compte de résultat sont réversibles.

2.8.2 Dépréciation des actifs à durée d'utilité indéterminée

Les *goodwills* et les actifs incorporels, ayant une durée d'utilité indéterminée (tels que les marques) font l'objet de tests de dépréciation dès l'apparition d'indices de pertes de valeur et au minimum une fois par an, au cours du dernier trimestre de l'exercice. Les résultats sont ensuite confortés par la réalisation de l'analyse sur la base des données au 31 août.

2.8.2.1 Unités génératrices de trésorerie

Les immobilisations, qui ne génèrent pas d'entrées de trésorerie largement indépendantes permettant de les tester individuellement, sont regroupées en unités génératrices de trésorerie (UGT).

Les tests de valorisation sont réalisés par UGT ou par groupe d'UGT au plus petit niveau auquel les *goodwills* sont suivis par le Groupe. Ce niveau est déterminé comme étant généralement l'un des deux principaux secteurs d'activité du Groupe avec un découpage par zone géographique en ce qui concerne l'activité Services sur Site. Les tests de dépréciations des *goodwills* ne sont pas réalisés à un niveau supérieur au secteur d'activité avant regroupement pour les besoins de l'information sectorielle (voir note 3).

Les actifs de l'UGT incluent :

- le *goodwill* qui leur est affecté dans la mesure où l'UGT ou le groupe d'UGT est susceptible de bénéficier du regroupement d'entreprises ;
- les autres actifs incorporels, les actifs immobilisés et le besoin en fonds de roulement net.

2.8.2.2 Indices de pertes de valeur

Les principaux indices de perte de valeur retenus sur les unités génératrices de trésorerie portent sur la baisse significative du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel de l'unité génératrice de trésorerie ainsi que sur les évolutions du marché.

2.8.2.3 Méthode de détermination de la valeur recouvrable

Une perte de valeur est comptabilisée dans le compte de résultat quand la valeur comptable de l'actif ou de son unité génératrice de trésorerie est supérieure à sa valeur recouvrable.

La valeur recouvrable d'un actif est la valeur la plus élevée entre :

- sa juste valeur diminuée des coûts de la vente correspondant au montant auquel le Groupe serait en mesure de vendre l'actif (après coûts de cession) dans le cadre d'une transaction effectuée dans des conditions de concurrence normale entre des parties bien informées et consentantes ; et

- sa valeur d'utilité, correspondant à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés provenant de l'utilisation continue et de la cession *in fine* d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie.

La valeur d'utilité des UGT est déterminée sur la base des flux de trésorerie après impôts qui ressortent de plans d'activité généralement établis à trois ans par le management et étendus au-delà de cet horizon.

La Direction du Groupe et de ses filiales a budgété le résultat opérationnel en fonction des performances passées et du développement du marché qu'elle anticipe. Le taux de croissance retenu au-delà de la période de ces plans correspond au taux de croissance du secteur d'activité et de la zone géographique concernée.

L'actualisation des flux de trésorerie est effectuée sur la base du coût moyen du capital calculé pour le Groupe, majoré pour certaines UGT ou groupes d'UGT, d'une prime pour tenir compte des facteurs de risques plus importants impactant certains pays.

Les taux de croissance et d'actualisation retenus pour les tests de dépréciation de la période sont décrits en note 4.9.

Comptabilisation des pertes de valeur

Une perte de valeur comptabilisée au titre d'une unité génératrice de trésorerie est affectée d'abord à la réduction de la valeur comptable de tout *goodwill* affecté à l'unité génératrice de trésorerie, puis à la réduction de la valeur comptable des autres actifs de l'unité au prorata de la valeur comptable de chaque actif de l'unité.

2.8.3 Reprise de perte de valeur

Une perte de valeur comptabilisée au titre d'un goodwill ne peut pas être reprise.

Une perte de valeur, sur un actif autre qu'un goodwill, ne peut être reprise que s'il existe des indicateurs que la perte de valeur a diminué ou n'existe plus. Le montant de la reprise éventuelle est alors basé sur des nouvelles estimations de sa valeur recouvrable.

La valeur comptable d'un actif, augmentée en raison de la reprise d'une perte de valeur ne doit pas être supérieure à la valeur comptable qui aurait été déterminée si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée.

2.9 Investissements clients

Dans le cadre de certains contrats, le Groupe peut réaliser des contributions financières. Il peut s'agir, par exemple de participations au financement de matériels et aménagements de locaux des clients nécessaires à la réalisation de ses prestations ou autres participations financières qui sont récupérées sur la durée du contrat. La durée d'amortissement est généralement inférieure à 10 ans mais elle peut s'étendre au-delà en fonction de la durée du contrat. L'amortissement de ces actifs est comptabilisé en déduction du revenu sur la durée de la prestation.

Dans le tableau de flux de trésorerie, la variation du montant net des investissements clients est présentée dans les flux d'investissements.

2.10 Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible de leur coût de revient et de leur valeur nette de réalisation. Ils sont valorisés selon la méthode du FIFO – premier entré premier sorti.

2.11 Créances clients et autres créances

Les créances clients et autres créances sont évaluées à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale, puis au coût amorti diminué éventuellement du montant de la dépréciation enregistrée dans le compte de résultat.

Une dépréciation est comptabilisée dès lors qu'il existe un indicateur objectif de l'incapacité du Groupe à recouvrer l'intégralité des montants dus dans les conditions initialement prévues. Le montant de la dépréciation représente la différence entre la valeur comptable de l'actif et la valeur des flux de trésorerie futurs estimés, actualisée au taux d'intérêt effectif initial. Le montant de la perte est comptabilisé au compte de résultat.

2.12 Instruments financiers

Les actifs et les passifs financiers sont comptabilisés dans l'état consolidé de la situation financière du Groupe à la date de transaction qui correspond à la date à laquelle le Groupe devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

Les justes valeurs des actifs financiers et instruments dérivés sont déterminées sur la base des cotations de marché ou d'évaluations réalisées par les établissements financiers dépositaires.

2.12.1 Actifs financiers

Pour les besoins de l'évaluation et de la comptabilisation, les actifs financiers sont classés en trois grandes catégories :

- **les actifs financiers disponibles à la vente** regroupent les participations non consolidées, les valeurs mobilières de placement sur des supports à plus de trois mois et les fonds réservés. Ils sont mesurés à la juste valeur et les variations de juste valeur sur de tels actifs sont comptabilisées en autres éléments du résultat global. Lorsque les actifs financiers disponibles à la vente sont vendus ou dépréciés, le cumul des ajustements de juste valeur comptabilisés en autres éléments du résultat global est porté au compte de résultat. Pour les titres cotés sur un marché actif, la juste valeur correspond à la valeur boursière. Lorsqu'il n'existe pas de marché actif, la juste valeur est généralement définie en fonction des critères financiers appropriés à la situation spécifique du titre. Lorsque la juste valeur de ces actifs financiers n'est pas déterminable de manière fiable, ils sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- **les prêts et créances** regroupent les dépôts et cautionnements et les prêts consentis à des sociétés non consolidées. Ces actifs financiers sont enregistrés dans l'état consolidé de la situation financière à leur juste valeur puis ultérieurement comptabilisé au coût amorti, ce qui équivaut à la comptabilisation au prix d'acquisition, la mise en place de ces placements ne faisant pas l'objet de frais significatifs. Ces actifs font l'objet de tests de dépréciation en cas d'indication de perte de valeur. Une dépréciation est comptabilisée si la valeur comptable est supérieure à la valeur recouvrable estimée ;
- **les actifs financiers à la juste valeur en contrepartie du compte de résultat** incluent les autres actifs financiers détenus à des fins de transaction et acquis en vue d'être vendus à court terme. Toute variation ultérieure de juste valeur de ces actifs est enregistrée en résultat financier.

2.12.2 Instruments financiers dérivés

La politique du Groupe est de financer majoritairement ou autant que possible des acquisitions dans la monnaie de la société acquise en privilégiant les taux fixes.

Pour l'essentiel des emprunts négociés à taux variable, des swaps de taux sont mis en place et, dans la plupart des cas où des emprunts ont été souscrits dans une monnaie différente, des swaps de devises ont été contractés.

Ces instruments financiers dérivés sont initialement reconnus dans l'état consolidé de la situation financière en actifs et passifs financiers à leur juste valeur.

Les variations ultérieures de juste valeur des instruments dérivés sont enregistrées en résultat sauf pour ceux remplissant les critères d'éligibilité à la comptabilité de couverture de flux de trésorerie.

Pour ces instruments de couverture de flux de trésorerie, la documentation nécessaire a été mise en place dès l'origine et mise à jour à chaque clôture. Les variations de juste valeur de ces instruments sont enregistrées en autres éléments du résultat global pour la partie efficace de la couverture et sa reconnaissance dans le compte de résultat est différée jusqu'à la réalisation du sous-jacent.

La part inefficace est comptabilisée directement en résultat.

Les valeurs de marché des instruments dérivés sont déterminées à partir des valorisations communiquées par les contreparties bancaires.

2.12.3 Engagements de rachat des participations ne donnant pas le contrôle

Le Groupe a consolidé les engagements donnés concernant des rachats de participations ne donnant pas le contrôle par constatation d'une dette financière en application de la norme IAS 32. En l'absence de norme IFRS ou d'interprétation spécifique traitant de la contrepartie de cette dette financière, le Groupe a opté pour l'annulation des participations ne donnant pas le contrôle correspondantes et pour la constatation d'un *goodwill* complémentaire pour le solde de l'engagement enregistré au passif.

Les engagements fermes de rachat des participations ne donnant pas le contrôle, qui ont tous été conclus avant le 1^{er} septembre 2009, sont comptabilisés en IFRS de la façon suivante :

- la dette relative à ces engagements est reconnue dans les autres dettes financières pour la valeur actuelle de l'engagement de rachat ;
- le *goodwill* prévisionnel est enregistré à l'actif de l'état consolidé de la situation financière;
- la variation de la valeur relative à la désactualisation de la dette est comptabilisée en charges financières.

Les variations de valeur ultérieures de la dette sont enregistrées par contrepartie du *goodwill* pour les acquisitions réalisées avant le 1^{er} septembre 2009.

2.12.4 Emprunts bancaires et obligataires

Tous les emprunts, incluant également les lignes de crédit utilisées et les découverts bancaires, sont initialement enregistrés à la juste valeur du montant reçu, diminuée des coûts de transaction directement attribuables à celle-ci.

Postérieurement à la comptabilisation initiale, les emprunts sont évalués au coût amorti, selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Le taux d'intérêt effectif correspond au taux permettant d'obtenir la valeur nette comptable d'un passif financier après actualisation des flux futurs estimés payés jusqu'à l'échéance. Ce calcul prend en compte les frais d'émission et les différences entre les produits d'émission nets des coûts de transaction et les valeurs de remboursement.

2.13 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds de caisse et les placements à court terme dans des instruments monétaires. Ces placements ont une maturité inférieure à trois mois à la souscription ou sont disponibles à tout moment pour un montant connu de trésorerie avec un risque négligeable de changement de valeur.

2.14 Coûts d'emprunt

Les coûts d'emprunt sont incorporés dans le coût de l'actif sous-jacent s'ils sont directement attribuables à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif immobilisé qualifié. Les coûts d'emprunt qui ne sont pas directement attribuables à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif qualifié sont comptabilisés en résultat en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

2.15 Actions propres Bellon SA

Les actions de la société Bellon SA détenues par Bellon SA et/ou par les sociétés du Groupe sont inscrites en diminution des capitaux propres consolidés pour leur valeur d'acquisition.

Le résultat des acquisitions/cessions éventuelles des actions autodétenues est directement imputé dans les capitaux propres consolidés et n'affecte pas le résultat de la période.

2.16 Provisions

Une provision est comptabilisée si le Groupe a une obligation juridique ou implicite à la clôture, s'il est probable qu'il y aura une sortie de ressources et si son montant peut être estimé de façon fiable.

Les provisions comprennent, notamment, des provisions destinées à faire face à des risques et litiges de nature commerciale, sociale ou fiscale (hors impôts sur les résultats) liés à l'exploitation. Les provisions sont évaluées en tenant compte des hypothèses les plus probables.

Lorsque l'effet de la valeur temps est significatif, le montant de la provision est déterminé en actualisant les flux de trésorerie futurs attendus au taux, avant impôt, reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et lorsque cela est approprié, les risques spécifiques à ce passif.

Contrats déficitaires

Une provision pour contrat déficitaire est comptabilisée lorsque les avantages économiques attendus du contrat par le Groupe sont inférieurs aux coûts inévitables devant être engagés pour satisfaire aux obligations contractuelles.

2.17 Avantages au personnel

2.17.1 Avantages à court terme

Les salariés du Groupe bénéficient d'avantages à court terme tels que les congés payés, congés maladie, primes et autres avantages (autres que les indemnités de fin de contrat) payables dans les 12 mois qui suivent le service rendu par le salarié.

Ces avantages sont comptabilisés dans les dettes courantes.

2.17.2 Avantages postérieurs à l'emploi

Les modalités d'évaluation et de comptabilisation suivies par le Groupe concernant les avantages postérieurs à l'emploi sont les suivantes :

- les coûts des régimes à cotisations définies sont enregistrés en charge sur la base des appels à cotisation ;
- la valorisation des régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies est effectuée sur la base d'évaluations actuarielles.

La méthode actuarielle retenue par le Groupe pour évaluer ces engagements est la méthode des unités de crédit projetées sur la base des conventions ou accords en vigueur dans chaque société.

Le calcul des engagements tient compte notamment de l'ancienneté, de l'espérance de vie, du taux d'augmentation des salaires et du taux de rotation des salariés, et suppose la prise en compte des hypothèses macroéconomiques des différents pays dans lesquels le Groupe opère (telles que le taux d'inflation, le taux de rendement des actifs ou le taux d'actualisation).

Les écarts actuariels générés à chaque clôture annuelle sont comptabilisés en autres éléments du résultat global conformément à l'option permise par la norme IAS 19. Les écarts actuariels n'ont aucune incidence sur le compte de résultat. Lors de la transition IFRS, les pertes et gains actuariels relatifs aux retraites et avantages assimilés existants au 1^{er} septembre 2004 ont été comptabilisés en capitaux propres.

Lors de la modification du niveau de prestation d'un régime existant ou de la création d'un nouveau régime à prestation définie, la part acquise des coûts des services passés (droits irrémédiablement acquis) est reconnue en résultat, la part relative aux droits non acquis fait l'objet d'un amortissement linéaire sur la durée moyenne restante d'acquisition des droits.

Pour les régimes à prestations définies, la comptabilisation des différents éléments relatifs aux plans est la suivante :

- l'obligation nette des actifs de couverture est comptabilisée en non courant au passif de l'état consolidé de la situation financière lorsque les engagements sont supérieurs aux actifs de couverture et aux coûts des services passés non reconnus ;
- les montants relatifs aux plans sont comptabilisés en non courant à l'actif de l'état consolidé de la situation financière lorsque la valeur des actifs de couverture est supérieure aux engagements. Un excédent d'actif n'est comptabilisé au bilan que dans la mesure où il représente des avantages économiques futurs qui sont effectivement disponibles pour le Groupe. Lorsque les calculs de l'obligation nette conduisent à un actif pour le Groupe, le montant comptabilisé au titre de cet actif ne peut pas excéder le montant net total du coût des services passés non comptabilisé et de la valeur actualisée de tout avantage disponible sous la forme de remboursement futur du régime ou de diminutions des cotisations futures du régime ;
- la charge comptabilisée au compte de résultat comprend :
 - les coûts des services rendus au cours de l'exercice, l'amortissement du coût des services passés ainsi que les effets éventuels de toute réduction ou liquidation de régime qui sont comptabilisés en résultat opérationnel ;
 - l'effet d'actualisation et le rendement attendu des actifs qui sont comptabilisés en résultat financier.

Le Groupe participe à des plans multi-employeurs (notamment en Suède et aux États-Unis). Les organismes gestionnaires de ces plans ne sont pas en mesure de communiquer les informations nécessaires pour les comptabiliser comme des plans à prestations définies ; ces plans sont donc comptabilisés selon les modalités prévues pour les régimes à cotisations définies.

2.17.3 Autres avantages à long terme au personnel

Les autres avantages à long terme au personnel sont évalués selon IAS 19. Les coûts attendus de ces avantages sont comptabilisés en passif non courant tout au long de la période d'activité du salarié dans l'entreprise. Les écarts actuariels et les coûts des services passés dus à la modification d'un régime existant ou à la création d'un nouveau régime sont reconnus immédiatement dans le compte de résultat.

2.18 Chèques et Cartes de Services à rembourser

Les Chèques et Cartes de Services à rembourser sont comptabilisés en passif courant et à leur juste valeur, qui correspond à la valeur faciale des titres en circulation ou retournés à Sodexo mais non encore remboursés aux affiliés.

2.19 Paiements fondés sur des actions

Certains salariés du Groupe reçoivent une rémunération prenant la forme de transactions dont le paiement est fondé sur des actions de Sodexo S.A. et qui sont réglées en instruments de capitaux propres.

Les services reçus qui sont rémunérés par ces plans sont comptabilisés en charges, en contrepartie directe d'une augmentation des capitaux propres, sur la période d'acquisition des droits. La charge comptabilisée au titre de chaque période est déterminée par référence à la juste valeur des options selon le modèle binomial à la date d'octroi.

Le Groupe réexamine annuellement le nombre d'options potentiellement exerçables dont l'acquisition est attendue. Le cas échéant, elle comptabilise au compte de résultat l'impact de la révision de ses estimations avec un ajustement correspondant dans les capitaux propres.

2.20 Impôts différés

Les impôts différés sont comptabilisés sur les différences temporelles entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs en utilisant le taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt (et réglementations fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Les éléments suivants ne donnent pas lieu à la comptabilisation d'un impôt différé :

- la comptabilisation initiale des *goodwills* non déductibles fiscalement ;
- la comptabilisation initiale d'un actif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable ; et
- les différences temporelles liées à des participations dans des filiales dans la mesure où elles ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible.

Les impôts relatifs aux éléments reconnus directement en capitaux propres ou en autres éléments du résultat global sont comptabilisés en capitaux propres ou en autres éléments du résultat global et non dans le compte de résultat.

Les impôts différés actifs résiduels sur différences temporelles et reports déficitaires (après imputation des impôts différés passifs) ne sont constatés que si leur récupération a été jugée probable.

Les actifs et passifs d'impôt différés sont compensés s'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôt exigible, et que ces impôts différés concernent la même entité imposable et la même autorité fiscale.

2.21 Dettes fournisseurs et autres dettes

Les dettes fournisseurs et autres dettes sont évaluées à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale puis au coût amorti.

2.22 Compte de résultat

2.22.1 Présentation du compte de résultat par destination

Le Groupe présente le compte de résultat par destination.

Le résultat opérationnel se compose donc des éléments suivants :

- la marge brute ;
- les charges commerciales ;
- les charges administratives ; et
- les autres produits et charges opérationnels.

Les autres produits et charges opérationnels comprennent notamment les amortissements et éventuelles pertes de valeur relatives aux relations clientèle et aux marques, les éventuelles pertes de valeur des *goodwills*, les résultats de cession des immobilisations corporelles, incorporelles et des filiales consolidées.

2.22.2 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du Groupe résulte de la vente de prestations de services liées aux activités ordinaires des filiales consolidées :

- pour les Services sur Site (correspondant à l'ancienne dénomination « Solutions de Services sur Site »), il s'agit de l'ensemble des revenus prévus dans les contrats en tenant compte de notre qualité de principal (la majeure partie des cas) ou d'agent ;
- pour les Services Avantages et Récompenses (correspondant à l'ancienne dénomination « Solutions de Motivation »), le chiffre d'affaires comprend les commissions reçues des clients, les commissions reçues des affiliés, les produits financiers provenant des placements des fonds dégagés par l'activité et les gains réalisés sur les chèques et cartes non remboursés.

Le chiffre d'affaires est évalué à la juste valeur de la contrepartie attendue/reçue, net des rabais, remises et ristournes ainsi que de la TVA et autres taxes. De plus, il est enregistré lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs iront au Groupe et que ces produits peuvent être évalués de façon fiable. Aucun produit n'est comptabilisé lorsqu'il y a une incertitude significative quant à la recouvrabilité de la contrepartie des coûts encourus ou à encourir associés à la prestation.

Dans le cas de prestations de services de restauration et des autres Services sur Site, le chiffre d'affaires est reconnu au moment où le service est rendu.

En ce qui concerne les Services Avantages et Récompenses, les commissions reçues des clients sont comptabilisées lors de l'émission des chèques et leur envoi au client ou lorsque les cartes sont créditées ; les commissions reçues des affiliés sont comptabilisées lors du remboursement des chèques ou l'utilisation des cartes. Les gains réalisés sur les chèques et cartes non remboursés sont enregistrés en tenant compte de leur date d'expiration et du délai de présentation des titres par les affiliés au remboursement.

2.22.3 Impôts sur les résultats

Suite à l'instauration de la contribution économique territoriale (CET) applicable aux filiales françaises dans le cadre de la loi de finance pour 2010, le Groupe a opté pour la comptabilisation en impôts sur les résultats de la part de la CET relevant de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE).

2.23 Tableau de flux de trésorerie

La trésorerie du Groupe, dont la variation est analysée dans le tableau de flux de trésorerie, est définie comme étant le solde net de la trésorerie et équivalents de trésorerie ainsi que des concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque remboursables à vue et faisant partie intégrante de la gestion de trésorerie.

3. SECTEURS OPÉRATIONNELS

Les activités du Groupe sont suivies par les principaux décideurs opérationnels comme suit : « Services sur Site » (correspondant à l'ancienne dénomination « Solutions de Services sur Site ») et « Services Avantages et Récompenses » (correspondant à l'ancienne dénomination « Solutions de Motivation »). Au sein de l'activité « Services sur Site », les structures sont organisées par grandes zones géographiques.

Les secteurs opérationnels présentés sont principalement issus de secteurs opérationnels ayant des activités présentant des caractéristiques économiques semblables et notamment des taux de marge opérationnelle similaires à long terme.

Par ailleurs, les activités Services sur Site en Amérique du Sud, Asie et Australie, Afrique, Moyen-Orient et Chine sont regroupées au sein du segment Services sur Site – Reste du Monde, les pays concernés étant situés dans des zones économiques émergentes et présentant ainsi certains facteurs économiques communs. De plus, chacune de ces zones ne dépasse pas les critères quantitatifs de présentation séparée stipulés au paragraphe 13 de la norme IFRS 8.

Les secteurs opérationnels présentés sont les suivants :

- l'activité « Services sur Site » détaillée selon les zones géographiques suivantes :
 - Amérique du Nord,
 - Europe continentale,
 - Royaume-Uni et Irlande,
 - Reste du monde, et
- l'activité « Services Avantages et Récompenses »

Aucun client du Groupe ni aucun contrat ne contribuent à plus de 2 % du chiffre d'affaires consolidé.

3.1 Par secteur d'activité

Exercice 2011-2012 <i>(en millions d'euros)</i>	Services sur Site				Total	Services Avantages et Récompenses	Frais de Direction Générale	Éliminations	Total
	Amérique du Nord	Europe continentale	Royaume- Uni et Irlande	Reste du monde					
Chiffre d'affaires de l'activité (hors Groupe)	6 730	5 646	1 543	3 577	17 496	740			18 236
Ventes interactives (Groupe)						16		(16)	0
TOTAL	6 730	5 646	1 543	3 577	17 496	756		(16)	18 236
Résultat opérationnel sectoriel	346	215	106	126	793	290	(85)	(16)	982
Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence	1	3	3	11	18				18
Résultat financier									(218)
Impôts sur les résultats									(286)
Part revenant aux participations ne donnant pas le contrôle									362
PART DU RESULTAT NET REVENANT AU GROUPE									134
Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	62	106	83	53	304	27	22		353
Autres charges sans impact en trésorerie	6	3	1	2	12	2	5		19

Exercice 2010-2011 <i>(en millions d'euros)</i>	Services sur Site				Total	Services Avantages et Récompenses	Frais de Direction Générale	Éliminations	Total
	Amérique du Nord	Europe continentale	Royaume- Uni et Irlande	Reste du monde					
Chiffre d'affaires de l'activité (hors Groupe)	6 005	5 473	1 245	2 624	15 347	700			16 047
Ventes interactives (Groupe)						17		(17)	0
TOTAL	6 005	5 473	1 245	2 624	15 347	717		(17)	16 047
Résultat opérationnel sectoriel	304	247	59	84	694	262	(89)	(17)	850
Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence	1	2	3	9	15				15
Résultat financier									(179)
Impôts sur les résultats									(250)
Part revenant aux participations ne donnant pas le contrôle									310
PART DU RESULTAT NET REVENANT AU GROUPE									126
Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	48	101	26	33	208	25	14		247

Autres charges sans impact en trésorerie	6	3	1	2	12	1	4	17
--	---	---	---	---	----	---	---	----

3.2 Par pays significatif

L'activité du Groupe est dispersée sur 80 pays dont deux ayant un chiffre d'affaires représentant plus de 10 % du chiffre d'affaires consolidé : la France (son pays de domiciliation) et les États-Unis. Le chiffre d'affaires et les actifs non courants de ces pays sont les suivants :

Au 31 août 2012 (en millions d'euros)	France	États-Unis	Autres	Total
Chiffre d'affaires de l'activité (hors Groupe)	2,775	6,366	9,095	18,236
Actifs non courants ⁽¹⁾	924	2 785	2 960	6 669

Au 31 août 2011 (en millions d'euros)	France	États-Unis	Autres	Total
Chiffre d'affaires de l'activité (hors Groupe)	2 684	5 676	7 687	16 047
Actifs non courants ⁽¹⁾	842	2 375	2 498	5 715

(1) Hors actifs financiers, participations mises en équivalence, impôts différés actifs.

3.3 Par service

Le chiffre d'affaires par service se décompose comme suit

(en millions d'euros)	2011-2012	2011-2010
Services de restauration	12 756	11 275
Services de <i>facilities management</i>	4 740	4 072
Total chiffre d'affaires Services sur Site	17 496	15 347
Services Avantages et Récompenses	756	717
Éliminations	(16)	(17)
TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDE	18 236	16 047

4. NOTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS AU 31 AOÛT 2012

4.1 Charges opérationnelles par nature

(en millions d'euros)	2011-2012	2010-2011
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	(357)	(229)
Charges de personnel		
• Salaires	(6 449)	(5 745)
• Autres charges de personnel ⁽¹⁾	(1 905)	(1 681)
Achats consommables et variations de stocks	(5 734)	(5 106)
Autres natures de charges ⁽²⁾	(2 809)	(2 436)
TOTAL	(17 254)	(15 197)

(1) Inclut principalement les charges sociales mais également les charges relatives aux plans à prestations définies (note 4.17), aux régimes de retraites à contribution définie (note 4.17) et aux stock-options (note 4.22).

(2) Les autres charges comprennent principalement les charges de location simple (370 millions d'euros pour l'exercice 2011-2012, 331 millions d'euros pour l'exercice 2010-2011), les honoraires, les autres achats consommés, les frais de sous-traitance et frais de déplacements.

Dont :	2011-2012	2010-2011
Coût des ventes	(15 396)	(13 529)
Charges commerciales	(260)	(242)
Charges administratives	(1 560)	(1 411)
Autres produits opérationnels	15	10
Autres charges opérationnelles ⁽¹⁾	(53)	(25)
TOTAL	(17 254)	(15 197)

(1) Les autres charges opérationnelles comprennent principalement les amortissements et les pertes de valeurs relatives aux relations clientèles et aux marques.

4.2 Charges et produits financiers

(en millions d'euros)	2011-2012	2010-2011
Coût de l'endettement brut ⁽¹⁾	(225)	(175)
Produits générés par la trésorerie ou équivalents	9	12
Coût de l'endettement net	(216)	(163)
Produits générés par les prêts et créances au coût amorti	6	5
Autres produits financiers	3	
Autres charges financières	(7)	(5)
Écarts de change nets : gains (+) pertes (-)	(7)	(4)
Variation nette des dépréciations : dotations (-) reprises (+)		1
Rendement attendu des actifs de régime	42	39
Charge d'actualisation des obligations de régime	(39)	(35)
Ajustement monétaire lié au traitement de l'hyper inflation	(4)	(5)
Variation de juste valeur des instruments dérivés non qualifiés de couverture	(1)	(6)
Autres	5	(6)
CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS, NET	(218)	(179)
DONT PRODUITS FINANCIERS	65	57
DONT CHARGES FINANCIERES	(283)	(236)

(1) Le coût de l'endettement brut correspond à la charge d'intérêts relative aux passifs financiers évalués au coût amorti ainsi que les intérêts relatifs aux instruments financiers de couverture

4.3 Impôts sur les résultats

4.3.1 Rapprochement entre la charge d'impôt comptabilisée et la charge d'impôt théorique

<i>(en millions d'euros)</i>	2011-2012	2010-2011
Résultat avant impôt	781	686
Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence	(18)	(15)
Résultat comptable avant impôt	763	671
Taux d'impôt du Groupe ⁽¹⁾	36,10%	34,43%
Charge d'impôt théorique	(275)	(231)
Différence de taux d'impôt pour les résultats obtenus par l'activité exercée dans d'autres pays que celui de l'entreprise consolidante	39	25
Charges ou produits définitivement non déductibles ou non imposables	16	(3)
Autres impositions (-) et remboursements d'impôts (+)	(24)	(17)
Reports déficitaires utilisés ou activés au cours de l'exercice n'ayant pas donné lieu au cours des exercices précédents à la comptabilisation d'un impôt différé actif	3	6
Reports déficitaires générés au cours de l'exercice n'ayant pas donné lieu à la comptabilisation d'un impôt différé actif	(34)	(19)
Charge d'impôt réelle	(275)	(239)
Retenues à la source	(11)	(11)
TOTAL IMPOTS SUR LES RESULTATS	(286)	(250)

(1) Le taux d'impôt de 36,10 % tient compte de la contribution exceptionnelle, instaurée en décembre 2011, pour les exercices clos le 31 août 2012 et le 31 août 2013, pour les entreprises dont le chiffre d'affaires (ou celui du groupe d'intégration fiscale auquel elle appartient) est supérieur à 250 millions d'euros

4.3.2 Ventilation de la charge d'impôt

<i>(en millions d'euros)</i>	2011-2012	2010-2011
Charge d'impôt exigible	(266)	(243)
Ajustement sur impôt exigible au titre des exercices antérieurs	2	(1)
Provisions pour risques fiscaux	(5)	4
Utilisation de crédits d'impôts, déficit fiscaux, différences temporelles reportables	29	15
Sous-total impôts exigibles	(240)	(225)
Impôts différés liés à la naissance ou au renversement de différences temporelles	(53)	(21)
Impôts différés liés à des changements de taux ou à l'assujettissement à de nouveaux taux	1	(1)
Utilisation de crédits d'impôts, déficit fiscaux, différences temporelles reportables	17	8
Sous-total impôts différés	(35)	(14)
CHARGE D'IMPOT REELLE	(275)	(239)

Les retenues à la source sur dividendes à recevoir provisionnées au cours de l'exercice 2011-2012 dans les comptes du Groupe s'élèvent à 1 million d'euros.

Le taux effectif d'impôt, calculé sur la base du résultat avant impôt et hors quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence passe de 37,3 % pour l'exercice 2010-2011 à 37,5 % pour l'exercice 2011-2012.

4.4 Immobilisations corporelles

4.4.1 Détail des immobilisations corporelles

Ces tableaux intègrent les immobilisations corporelles financées par des contrats de location financement.

<i>(en millions d'euros)</i>	Terrains et constructions	Matériels et installations	Immobilisations en cours et autres	Total
Valeurs nettes au 31 août 2010	69	371	91	531
Augmentations de l'exercice	9	177	8	194
Diminutions de l'exercice	(1)	(16)	(1)	(18)
Actifs classés comme destinés à être cédés				
Entrées de périmètre				
Sorties de périmètre				
Dotations aux amortissements	(9)	(150)	(14)	(173)
Pertes de valeurs comptabilisées en résultat	(1)	(1)	(2)	(4)
Reprises de pertes de valeurs comptabilisées en résultat		2		2
Écarts de conversion	(1)	(12)	(5)	(18)
Autres variations	3	4	(8)	(1)
Valeurs nettes au 31 août 2011	69	375	69	513
Augmentations de l'exercice	3	174	30	207
Diminutions de l'exercice	(7)	(12)	(2)	(21)
Actifs classés comme destinés à être cédés				
Entrées de périmètre	21	27	1	49
Sorties de périmètre				
Dotations aux amortissements	(16)	(162)	(21)	(199)
Pertes de valeurs comptabilisées en résultat				
Reprises de pertes de valeurs comptabilisées en résultat	1			1
Écarts de conversion	4	18	4	26
Autres variations	21	(7)	(16)	(2)
Valeurs nettes au 31 août 2012	96	413	65	574

<i>(en millions d'euros)</i>	31 août 2012	31 août 2011
Valeurs brutes	1 728	1 483
Amortissements et dépréciations cumulés	(1 154)	(970)
Valeurs nettes	574	513

Aucun actif corporel n'est donné en nantissement de passifs.

Les amortissements et pertes de valeurs comptabilisés en résultat opérationnel sont enregistrés en coûts des ventes, en charges administratives et en charges commerciales.

4.4.2 Détail des immobilisations corporelles en location financement

Les immobilisations en location financement du Groupe sont constituées de très nombreux contrats de location dans un grand nombre de sites dans le monde entier. Ces contrats portent essentiellement sur des locations de cuisines et de leurs équipements ainsi que de matériel de bureau. Les dispositions de ces contrats sont négociées localement.

<i>(en millions d'euros)</i>	Constructions	Matériels et installations	Immobilisations en cours et autres	Total
31 août 2010	11	53	4	68
31 août 2011	8	45	2	55
31 août 2012	6	46	1	53

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 31 août 2012	Au 31 août 2011
Valeurs brutes	143	159
Amortissements et dépréciations cumulés	(90)	(104)
Valeurs nettes	53	55

L'échéancier des paiements sur les contrats de location financement figure en note 4.15.3.

4.5 Goodwills

La variation des goodwills regroupés par secteur d'activité se présente de la façon suivante au cours de l'exercice :

<i>(en millions d'euros)</i>		Au 31 août 2011	Augmentations de l'exercice	Cessions de l'exercice	Écarts de conversion	Autres variations	Au 31 août 2012
Services sur Site Amérique du Nord	Brut	1 997	33		296		2 326
	Dépréciations						
Services sur Site Royaume-Uni et Irlande	Brut	523	12		61		596
	Dépréciations						
Services sur Site Europe continentale	Brut	954	21		13		988
	Dépréciations						
Services sur Site Reste du monde	Brut	210	390		(36)		564
	Dépréciations						
Services Avantages et Récompenses	Brut	599			(42)		557
	Dépréciations	(2)					(2)
Sodexo	Brut	206					206
	Dépréciations						
Autres	Brut	2					2
	Dépréciations						
	BRUT	4 491	456		292		5 239
TOTAL	DEPRECIATIONS	(2)					(2)

Au cours de l'exercice 2011-2012, de nouveaux *goodwills* ont été constatés suite à l'acquisition des sociétés Puras do Brasil au Brésil (390 millions d'euros), Lenôtre en France (15 millions d'euros), Roth Bros aux États-Unis (33 millions d'euros), Atkins Facilities Management Limited (renommée Sodexo Property Solutions Limited) au Royaume-Uni (12 millions d'euros) et RI.CO. S.RL. en Italie (6 millions d'euros).

<i>(en millions d'euros)</i>		Au 31 août 2010	Augmentations de l'exercice	Cessions de l'exercice	Écarts de conversion	Autres variations	Au 31 août 2011
Services sur Site Amérique du Nord	Brut	2 275			(278)		1 997
	Dépréciations						
Services sur Site Royaume-Uni et Irlande	Brut	561			(38)		523
	Dépréciations						
Services sur Site Europe continentale	Brut	952			3	(1)	954
	Dépréciations						
Services sur Site Reste du monde	Brut	226			(16)		210
	Dépréciations						
Services Avantages et Récompenses	Brut	620			(21)		599
	Dépréciations	(2)					(2)
Sodexo	Brut	206					206
	Dépréciations						
Autres	Brut	2					2
	Dépréciations						
	BRUT	4 842			(350)	(1)	4 491
TOTAL	DEPRECIATIONS	(2)					(2)

Il n'y a pas eu d'acquisition significative au cours de l'exercice 2010-2011.

4.6 Immobilisations incorporelles

Les tableaux ci-dessous détaillent l'évolution des immobilisations incorporelles au cours des exercices 2010-2011 et 2011-2012.

<i>(en millions d'euros)</i>	Licences et logiciels	Autres incorporels	Total
Valeurs nettes au 31 août 2010	94	433	527
Augmentations de l'exercice	34	27	61
Diminutions de l'exercice	0	(2)	(2)
Actifs classés comme destinés à être cédés			
Entrées de périmètre			
Sorties de périmètre			
Dotations aux amortissements	(33)	(36)	(69)
Pertes de valeurs comptabilisées en résultat		(5)	(5)
Reprises de pertes de valeurs comptabilisées en résultat		5	5
Écarts de conversion	(4)	(21)	(25)
Autres variations	1	(1)	0
Valeurs nettes au 31 août 2011	92	400	492
Augmentations de l'exercice	47	12	59
Diminutions de l'exercice	(4)		(4)
Actifs classés comme destinés à être cédés			
Entrées de périmètre	2	163	165
Sorties de périmètre			
Dotations aux amortissements	(38)	(99)	(137)
Pertes de valeurs comptabilisées en résultat		(18)	(18)
Reprises de pertes de valeurs comptabilisées en résultat			
Écarts de conversion	3	3	6
Autres variations	3	(3)	0
Valeurs nettes au 31 août 2012	105	458⁽¹⁾	563

(1) Y compris des marques et des droits au bail dont la durée de vie est considérée comme indéterminée pour 48 millions d'euros au 31 août 2012.

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 31 août 2012	Au 31 août 2011
Valeurs brutes	975	812
Amortissements et dépréciations cumulés	(412)	(320)
Valeurs nettes	563	492

Les amortissements et pertes de valeurs comptabilisés en résultat opérationnel sont enregistrés en coût des ventes, en charges commerciales et en charges administratives à l'exception des amortissements et pertes de valeur portant sur les relations clientèles et les marques qui sont enregistrés en autres charges opérationnelles.

4.7 Investissements clients

<i>(en millions d'euros)</i>	2011-2012	2010-2011
Investissements au 1 ^{er} septembre	222	228
Augmentations de l'exercice	95	69
Diminutions de l'exercice	(56)	(48)
Écarts de conversion	34	(27)
Autres variations	1	
Investissements au 31 août	296	222

4.8 Participations mises en équivalence

Lorsque Sodexo a une obligation légale ou implicite de payer pour le compte de la société mise en équivalence, les quotes-parts de capitaux propres négatifs dans les entreprises mises en équivalence font l'objet, d'une provision enregistrée au passif de l'état consolidé de la situation financière (cf. note 4.18). Au cours des exercices 2011-2012 et 2010-2011, les quotes-parts détenues par le Groupe dans les capitaux propres des entreprises mises en équivalence ont évolué comme suit :

(en millions d'euros)	Au 31 août 2011		Résultat de l'exercice	Distribution de l'exercice	Variations de périmètre	Autres mouvements ⁽¹⁾	Écarts de conversion	Au 31 août 2012	
	Valeurs positives	Valeurs négatives						Valeurs positives	Valeurs négatives
Doyon Universal Services	14,2		1,2	(0,9)			2,1	16,6	
Groupe Crèches Attitude	14,1		1,7	(0,7)				15,1	
NANA	11,1		1,4	(1,5)		0,8	1,6	13,4	
BAS	7,8		2,7	(1,7)			1,1	9,9	
SERCO Sodexo Defense Services PTY LTD	9,6		7,1	(8,3)			1,0	9,4	
Zehnacker	4,4		0,9	(0,7)				4,6	
Catalyst Healthcare (Manchester) Holdings Ltd	2,1		0,6				0,4	3,1	
South Manchester Healthcare (Holdings) Ltd	2,2		0,8	(1,0)		0,5	0,3	2,8	
Catalyst Healthcare (Roehampton) Holdings Ltd		(4,9)	0,3			(1,7)	(0,6)		(6,9)
Addiewell Prison (Holdings) Ltd		(3,5)	0,8	(0,7)		(2,7)	(0,5)		(6,6)
Peterborough Prison Mgt (Holdings) Ltd		(3,3)	0,4	(0,1)		(2,2)	(0,5)		(5,7)
Ashford Prison Services Holdings Ltd		(3,0)	0,2	(0,1)		(1,5)	(0,4)		(4,8)
Agecroft Prison Management Ltd		(2,5)	0,1				(0,3)		(2,7)
HpC King's College Hospital (Holdings) Ltd		(1,5)	(0,2)				(0,1)		(1,8)
Enterprise Healthcare (Holdings) Ltd		(1,2)	0,1	(0,1)		(0,4)	(0,2)		(1,8)
Autres	4,9	(1,4)	(0,1)	(0,4)	0,7 ⁽²⁾	(0,1)	0,2	6,3	(2,5)
TOTAL	70,4	(21,3)	18,0	(16,2)	0,7	(7,3)	4,1	81,2	(32,8)

(1) Dont la variation de juste valeur des instruments dérivés de couverture (4.16).

(2) Correspondant à la cession de la participation du Groupe dans la société PPP Catalyst Romford Havering au Royaume-Uni.

	Au 31 août 2010		Résultat de l'exercice	Distribution de l'exercice	Variations de périmètre	Autres mouvements ⁽¹⁾	Écarts de conversion	Au 31 août 2011	
	Valeurs positives	Valeurs négatives						Valeurs positives	Valeurs négatives
<i>(en millions d'euros)</i>									
Doyon Universal Services	16,0		1,0	(0,8)			(2,0)	14,2	
Groupe Crèches Attitude	13,7		0,7	(0,5)		0,2		14,1	
NANA	12,4		1,1	(1,5)		0,6	(1,5)	11,1	
SERCO Sodexo Defense Services PTY LTD	8,2		5,0	(4,1)			0,5	9,6	
BAS	7,2		3,0	(2,0)			(0,4)	7,8	
Zehnacker	4,3		1,1	(1,2)		0,2		4,4	
South Manchester Healthcare (Holdings) Ltd	1,0		1,2	(0,4)		0,5	(0,1)	2,2	
Catalyst Healthcare (Manchester) Holdings Ltd	3,9		(0,3)	(1,2)			(0,3)	2,1	
Catalyst Healthcare (Roehampton) Holdings Ltd		(5,2)	0,3			(0,4)	0,4		(4,9)
Addiewell Prison (Holdings) Ltd		(4,0)	0,5	(0,6)		0,3	0,3		(3,5)
Peterborough Prison Mgt (Holdings) Ltd		(3,9)	0,3	(0,2)		0,2	0,3		(3,3)
Ashford Prison Services Holdings Ltd		(3,6)	0,2			0,2	0,2		(3,0)
Agecroft Prison Management Ltd		(2,7)	0,1				0,1		(2,5)
HpC King's College Hospital (Holdings) Ltd		(2,3)	0,7				0,1		(1,5)
Enterprise Healthcare (Holdings) Ltd		(1,3)	0,1			(0,1)	0,1		(1,2)
Autres	4,6	(0,5)	0,2	(0,6)			(0,2)	4,9	(1,4)
TOTAL	71,3	(23,5)	15,2	(13,1)		1,7	(2,5)	70,4	(21,3)

(1) Dont la variation de juste valeur des instruments dérivés de couverture (4.16).

Les agrégats financiers des principales entreprises mises en équivalence sont les suivants (en millions d'euros sur la base des comptes retraités pour la consolidation aux normes du Groupe – Ces agrégats ne tiennent pas compte de la quote-part détenue par le Groupe et sont présentés à 100 %) :

(en millions d'euros)	Pays d'activité	% de détention	Actifs	Passifs	Capitaux propres	Chiffre d'affaires	Résultat net
RMPA Holdings Ltd *	UK	14 %	736	738	(2)	32	1
Catalyst Healthcare (Manchester) Holdings Ltd *	UK	25 %	613	595	18	56	2
Healthcare Support (North Staffs) Holdings Ltd *	UK	25 %	530	525	5	37	(1)
BAS (Chili) *	Chili	33,33 %	142	112	30	29	8
Addiewell Prison (Holdings) Ltd	UK	33,33 %	141	161	(20)	28	2
HpC King's College Hospital (Holdings) Ltd *	UK	25 %	120	133	(13)	26	(1)
Peterborough Prison Management (Holdings) Ltd *	UK	33,33 %	118	135	(17)	34	1
Catalyst Healthcare (Roehampton) Holdings Ltd *	UK	25 %	117	145	(28)	14	2
South Manchester Healthcare (Holdings) Ltd *	UK	25 %	110	98	11	33	3
Mercia Healthcare (Holdings) Ltd *	UK	25 %	109	105	4	15	3
Ashford Prison Services Holdings Ltd *	UK	33,33 %	88	102	(15)	28	1
Enterprise Healthcare Holdings Ltd *	UK	10 %	63	81	(18)	15	1
NANA (Sodexo, Inc.)	USA	43,60 %	59	27	31	155	5
Serco Sodexo Defence Services PTY LTD	Australie	50 %	58	39	19	229	14
Pinnacle Schools (Fife) Holdings Ltd *	UK	10 %	56	52	4	4	1
Agecroft Prison Management Ltd	UK	50 %	53	58	(5)	38	0
Enterprise Éducation (Holdings) Conwy Ltd *	UK	10 %	50	56	(6)	4	0

* Sociétés-projets de type PPP (cf. note 2.3.2).

4.9 Dépréciation d'actifs

Les dépréciations cumulées portant sur les actifs corporels et incorporels, y compris les *goodwills*, s'élèvent à 39 millions au 31 août 2012 (22 millions au 31 août 2011). La dotation (nette de reprise) de l'exercice s'élève à 17 millions (2 millions sur l'exercice précédent).

Les tests de dépréciation de valeur des actifs à durée d'utilité indéterminée ont été réalisés au 31 août 2012 suivant les principes définis en note 2.8.2 de la présente annexe.

Les principales hypothèses qui ont été retenues, en fonction des perspectives macroéconomiques des zones géographiques dans lesquelles opèrent les UGT ou groupes d'UGT définis par le Groupe, sont les suivantes (les éventuelles pertes de valeur sont enregistrées en autres charges opérationnelles) :

Zone économique	2012		2011	
	Taux d'actualisation ⁽¹⁾	Taux de croissance à long terme ⁽²⁾	Taux d'actualisation ⁽¹⁾	Taux de croissance à long terme ⁽²⁾
Europe Continentale	8,5 % à 11 %	2 %	9,3 % à 11,3 %	2 %
Amérique du Nord	8,5 %	2,5 %	9,3 %	2,5 %
Royaume-Uni et Irlande	8,5 %	2,5 %	9,3 %	3,6 %
Reste du Monde	9,5 % à 11 %	3,3 % à 4,2 %	11,8 %	3,5 % à 3,7 %
Services Avantages et Récompenses	11 %	3,6 %	11,8 %	3,2 %

(1) Le taux d'actualisation défini par le Groupe a été majoré pour certaines zones afin de tenir compte des facteurs de risques plus importants impactant certains pays.

(2) Le taux de croissance à long terme est utilisé pour extrapoler la valeur terminale à partir des chiffres de l'année 3 des plans du management.

Analyse de sensibilité

Le Groupe a procédé aux analyses de sensibilité des résultats des tests de dépréciation en fonction de différentes hypothèses de taux de croissance à long terme et de taux d'actualisation.

L'analyse de sensibilité à une variation du taux d'actualisation ou à une variation du taux de croissance n'a pas fait apparaître de scénario probable dans lequel la valeur recouvrable d'une UGT deviendrait inférieure à sa valeur comptable. En effet, les résultats des tests de dépréciation montrent que même une augmentation de 2 % du taux d'actualisation ou une diminution de 2 % du taux de croissance à long terme ne conduirait pas à une dépréciation des actifs testés.

Le Groupe a également procédé à des analyses de sensibilité afin d'identifier si une diminution de 5 % des cash-flows nets prévisionnels sur l'horizon 2013-2015 ainsi que sur le flux terminal conduirait à la comptabilisation d'une dépréciation dans les comptes consolidés du Groupe au 31 août 2012. Ces analyses n'ont pas fait apparaître de risque de dépréciation pour aucune des UGT.

4.10 Actifs financiers

4.10.1 Actifs financiers non courants

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 31 août 2012	Au 31 août 2011
Actifs financiers disponibles à la vente		
<i>Titres de participation</i>		
Valeurs brutes	6	5
Dépréciations	(2)	(1)
Valeurs nettes	4	4
Prêts et créances		
<i>Créances rattachées à des participations</i>		
Valeurs brutes	55	46
Dépréciations	(1)	(1)
Valeurs nettes	54	45
<i>Prêts et dépôts</i>		
Valeurs brutes	43	33
Dépréciations		0
Valeurs nettes	43	33
TOTAL ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS	101	82
Valeurs brutes	104	84
Dépréciations	(3)	(2)
Valeurs nettes	101	82

4.10.2 Actifs financiers courants

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 31 août 2012	Au 31 août 2011
Actifs financiers disponibles à la vente		
<i>Fonds réservés et actifs financiers de l'activité Services Avantages et Récompenses</i>		
Valeurs brutes	609	622
Dépréciations		
Valeurs nettes	609	622
Prêts et créances		
<i>Prêts et dépôts</i>		
Valeurs brutes	5	10
Dépréciations	(1)	(1)
Valeurs nettes	4	9
TOTAL ACTIFS FINANCIERS COURANTS	613	631
Valeurs brutes	614	632
Dépréciations	(1)	(1)
Valeurs nettes	613	631

Les fonds réservés, inclus pour 386 millions d'euros dans les fonds réservés et actifs financiers de l'activité Services Avantages et Récompenses, correspondent principalement aux fonds des titres de services soumis à une réglementation spéciale en France (244 millions d'euros), en Inde (59 millions d'euros), en Roumanie (29 millions d'euros) et aux garanties contractuelles données aux clients publics au Venezuela (19 millions d'euros). Ces fonds réservés restent la propriété du Groupe Sodexo mais ils font l'objet de restriction quant à leur utilisation, ils ne peuvent être utilisés pour autre chose que le remboursement des affiliés et ne sont pas fongibles avec la trésorerie du Groupe. Ils sont investis dans des instruments financiers donnant lieu à rémunération.

4.10.3 Variation des actifs financiers courants et non courants

(en valeurs nettes et en millions d'euros)	Au 31 août 2011	Aug./Dim. de l'exercice	Dépréciations	Variations de périmètre	Variation de juste valeur	Écarts de conversion et autres	Au 31 août 2012
Actifs financiers disponibles à la vente	626	(3)	(1)		1	(11)	612
Prêts et créances	87	(9)		15		8	101
TOTAL	713	(12)	(1)	15	1	(3)	713

(en valeurs nettes et en millions d'euros)	Au 31 août 2010	Aug./Dim. de l'exercice	Dépréciations	Variations de périmètre	Variation de juste valeur	Écarts de conversion et autres	Au 31 août 2011
Actifs financiers disponibles à la vente	582	64				(20)	626
Prêts et créances	112	(20)	2			(7)	87
TOTAL	694	44	2			(27)	713

Les variations de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente inscrites en autres éléments du résultat global au cours des exercices 2012-2011 et 2010-2011 sont négligeables.

4.10.4 Détail des dépréciations enregistrées sur les actifs financiers

	Au 31 août 2011	Dépréciations	Reprises	Variations de périmètre	Écarts de conversion et autres	Au 31 août 2012
Actifs financiers disponibles à la vente	1		1			2
Prêts et créances	2					2
TOTAL	3		1			4

	Au 31 août 2010	Dépréciations	Reprises	Variations de périmètre	Écarts de conversion et autres	Au 31 août 2011
Actifs financiers disponibles à la vente	1					1
Prêts et créances	18		(2)		(14)	2
TOTAL	19		(2)		(14)	3

4.11 Stocks

(en millions d'euros)	Au 31 août 2011	Variations de l'exercice	Variations de périmètre	Écarts de conversion et autres	Au 31 août 2012
Valeur brute	255	7	20	16	298
Dépréciations	(3)			1	(2)
Valeur nette comptable	252	7	20	17	296

(en millions d'euros)	Au 31 août 2010	Variations de l'exercice	Variations de périmètre	Écarts de conversion et autres	Au 31 août 2011
Valeur brute	237	33	(1)	(14)	255
Dépréciations	(2)	(1)			(3)
Valeur nette comptable	235	32	(1)	(14)	252

Les stocks sont principalement constitués de denrées alimentaires et de matières consommables ayant un taux de rotation élevé. La variation des stocks est enregistrée en résultat en coût des ventes, en charges commerciales ou en charges administratives en fonction de la nature des stocks concernés.

Aucun stock n'est donné en nantissement de passifs.

4.12 Créances clients et autres créances

<i>(en millions d'euros)</i>	Valeurs brutes	Dépréciations	Valeurs nettes	Valeurs brutes	Dépréciations	Valeurs nettes
	au 31 août 2012	au 31 août 2012	au 31 août 2012	au 31 août 2011	au 31 août 2011	au 31 août 2011
Autres actifs non courants	15	0	15	14	0	14
Total autres actifs non courants	15	0	15	14	0	14
Avances et acomptes versés sur commandes	5	0	5	5	0	5
Clients et comptes rattachés	3 150	(102)	3 048	2 868	(89)	2 779
Autres créances d'exploitation	277	(5)	272	223	(6)	217
Charges constatées d'avance	114	0	114	133	0	133
Créances diverses hors exploitation	6	0	6	7	0	7
Actifs détenus en vue d'être cédés	0	0	0	1	0	1
TOTAL CLIENTS ET AUTRES CREANCES	3 552	(107)	3 445	3 237	(95)	3 142

La répartition des créances clients et comptes rattachés au 31 août 2012 et au 31 août 2011 par maturité s'établit de la façon suivante :

Répartition des créances clients échues au 31 août :	Au 31 août 2012		Au 31 août 2011	
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur brute	Dépréciation
Terme échu depuis moins de 3 mois	462	(6)	482	(5)
Terme échu depuis plus de 3 mois et moins de 6 mois	150	(25)	131	(10)
Terme échu depuis plus de 6 mois et moins de 12 mois	24	(6)	35	(7)
Terme échu depuis plus de 12 mois	75	(60)	72	(46)
TOTAL DES CREANCES CLIENTS ECHUES AU 31 AOÛT	711	(97)	720	(68)
TOTAL DES CREANCES NON ECHUES AU 31 AOÛT	2 439	(5)	2 148	(21)
TOTAL DES CREANCES CLIENTS AU 31 AOÛT	3 150	(102)	2 868	(89)

Au cours des périodes présentées, le Groupe n'a enregistré aucune évolution significative des impacts liés aux défaillances financières de ses clients. Par ailleurs et compte tenu de la dispersion géographique et sectorielle du Groupe, il n'existe aucune concentration de risques portant sur les créances individuelles échues et non dépréciées.

4.13 Trésorerie et équivalents de trésorerie

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 31 août 2012	Au 31 août 2011
Valeurs mobilières de placement	537	447
Disponibilités	914	1 018
Sous-total trésorerie active	1 451	1 465
Découverts bancaires	(18)	(23)
TOTAL	1 433	1 442

Les valeurs mobilières de placement s'élèvent à 537 millions d'euros au 31 août 2012 (447 millions d'euros au 31 août 2011) et se décomposent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 31 août 2012	Au 31 août 2011
Bons de caisse	362	323
Dépôts à terme	108	98

Obligations cotées	11	6
SICAV et autres	56	20
Valeurs mobilières de placement	537	447

Près de 78 % de la trésorerie du Groupe et des Fonds réservés et actifs financiers de l'activité Services Avantages et Récompenses sont placés auprès d'établissements financiers ayant un rating A1 ou A2. La trésorerie et les équivalents de trésorerie à la clôture sont libres de toute restriction.

4.14 Variation des capitaux propres

Les opérations comptabilisées dans les autres éléments du résultat global (part du Groupe) se détaillent comme suit :

(en millions d'euros)	Actifs financiers disponibles à la vente	Couverture des flux de trésorerie	Écarts actuariels et autres	Écart de conversion	Total des autres éléments du résultat global (part du Groupe)
Capitaux propres au 31 août 2010	0	(10)	(15)	(43)	(68)
Variation de l'exercice (avant impôt)		5	12	(107)	(90)
(Charge) Produit d'impôt		(2)	(3)		(5)
Variation de l'exercice (après impôt)		3	9	(107)	(95)
Capitaux propres au 31 août 2011	0	(7)	(6)	(150)	(163)
Variation de l'exercice (avant impôt)		(7)	(34)	99	58
(Charge) Produit d'impôt		2	8		10
Variation de l'exercice (après impôt)		(5)	(26)	99	68
Capitaux propres au 31 août 2012	0	(12)	(32)	(51)	(95)

(1) Y compris les impôts différés relatifs aux instruments de couverture comptabilisés en autres éléments du résultat global des entreprises mises en équivalence et présentés sur la ligne « Part des autres éléments du résultat global dans les entreprises mises en équivalence, nets d'impôts » dans l'état du résultat global consolidé.

4.15 Emprunts et dettes financières

(en millions d'euros)	Au 31 août 2012		Au 31 août 2011	
	Courants	Non courants	Courants	Non courants
Emprunts obligataires				
Euros	43	1 383	43	1 385
Emprunts auprès des organismes financiers ⁽¹⁾				
Dollars US	21	1 002	17	760
Real brésilien	44	0	51	46
Euros	3	713	605	73
Autres monnaies	1	0	3	0
	69	1 715	676	879
Emprunts sur location-financement				
Dollars US	0	1	0	0
Real brésilien	0	0	1	0
Euros	6	13	7	18
Autres monnaies	14	18	11	21
	20	32	19	39
Autres emprunts ⁽²⁾				
Euros	2	24	12	24
Autres monnaies	6	2	6	5
	8	26	18	29
TOTAL HORS INSTRUMENTS DERIVES	140	3 156	756	2 332
Juste valeur nette des instruments dérivés ⁽³⁾	22	(3)	10	1
TOTAL INCLUANT LES INSTRUMENTS DERIVES	161	3 154	766	2 333

(1) Y compris le produit de l'émission des deux placements privés de 500 millions de dollars et 600 millions de dollars auprès d'investisseurs américains.

(2) Dont 20 millions d'euros au 31 août 2012 (34 millions d'euros au 31 août 2011) correspondent à des dettes reconnues sur des engagements de rachat de participations ne donnant pas le contrôle de certaines filiales.

(3) Décrits en note 4.16.

Sur les emprunts autres que les emprunts obligataires, la comptabilisation au coût amorti équivaut à la comptabilisation au coût historique (montant nominal) dans la mesure où les frais sur ces emprunts ne sont pas significatifs.

4.15.1 Emprunts obligataires

	Au 31 août 2011	Augmentations	Remboursements	Actualisation et autres	Écarts de conversion	Au 31 août 2012
Emprunt 500 millions d'euros – 2007						
Nominal	500					500
Frais sur emprunts	(1)					(1)
Intérêts courus	10					10
TOTAL	509					509
<i>Taux effectif</i>	<i>4,55 %</i>					<i>4,55 %</i>
Emprunt 880 millions d'euros – 2009						
Nominal	880					880
Frais sur emprunts et prime émission	7			(2)		5
Intérêts courus	32					32
TOTAL	919			(2)		917
Taux effectif	5,97 %					5,97 %
TOTAL	1 428			(2)		1 426

	Au 31 août 2010	Augmentations	Remboursements	Actualisation et autres	Écarts de conversion	Au 31 août 2011
Emprunt 500 millions d'euros – 2007						
Nominal	500					500
Frais sur emprunts	(1)					(1)
Intérêts courus	10					10
TOTAL	509					509
<i>Taux effectif</i>	<i>4,55 %</i>					<i>4,55 %</i>
Emprunt 880 millions d'euros – 2009						
Nominal	880					880
Frais sur emprunts et prime émission	8			(1)		7
Intérêts courus	32					32
TOTAL	920			(1)		919
Taux effectif	5,97 %					5,97 %
TOTAL	1 429			(1)		1 428

4.15.1.1 Emprunt de 500 millions d'euros

Le 30 mars 2007, Sodexo SA a émis un emprunt obligataire de 500 millions d'euros remboursable au pair le 28 mars 2014 et portant intérêt à un taux annuel de 4,50 %. Le coupon est payable le 28 mars de chaque année.

4.15.1.2 Emprunt de 880 millions d'euros

Le 30 janvier 2009, Sodexo SA a émis un emprunt obligataire de 650 millions d'euros remboursable le 30 janvier 2015 et portant intérêt à un taux annuel de 6,25 %. Le 24 juin 2009, cet emprunt a fait l'objet d'un abondement de 230 millions d'euros pour porter le montant nominal à 880 millions d'euros. Après abondement, le taux effectif moyen de cet emprunt ressort à 5,97 %.

Ces deux emprunts obligataires ne comportent pas de covenants financiers.

4.15.2 Autres emprunts auprès des organismes financiers

4.15.2.1 Convention de prêt avec la CNCEP

Le 15 Juin 2004 Bellon SA a signé une convention de prêt de 413 millions d'euros avec la CNCEP (Caisse Nationale des Caisses d'Epargne et de Prévoyance). Le montant de l'emprunt avait une échéance fixée au 4 Juillet 2012 et porte intérêt à 4,78% par an. Ce prêt a été remboursé le 4 juillet 2012.

4.15.2.2 Prêt de 70 Millions d'euros auprès de Calyon

Le 23 Juillet 2007, Bellon SA a signé un contrat de prêt de 70 millions d'euros avec Calyon.

Ce prêt a une échéance fixée au 31 Juillet 2014 et porte intérêt à 5,49% par an.

4.15.2.3 Vente à terme d'actions avec couverture du cours de l'action avec Société Générale

Le 29 Août 2007, Bellon SA a signé un contrat de vente à terme d'actions avec couverture du cours de l'action de 70 millions d'euros avec la Société Générale. Ce financement avait une échéance fixée au 31 Août 2012 et portait intérêt à Euribor 3 mois plus une marge de 45 bps. Une couverture de taux d'intérêt avait été mise en place à la même date. Le taux d'intérêt était fixé à 4,429%. Ce prêt a été remboursé le 31 août 2012.

4.15.2.4 Vente à terme d'actions avec couverture du cours de l'action avec CACIB

Le 12 Avril 2011, Bellon SA a signé avec CACIB un ELS (Equity Linked Swap) (vente à terme d'actions Sodexo couplée d'une opération d'échange de conditions d'intérêts contre variation de cours de l'action) d'un montant initial de 40 millions d'euros à échéance du 30 Juin 2011. A cette date, le montant du financement a été porté à 70 millions d'euros à échéance du 31 Décembre 2011. Le taux d'intérêt applicable était égal au taux EURIBOR trois mois majoré d'une marge comprise entre 55 bps et 85 bps. Ce prêt a été remboursé le 25 février 2012.

4.15.2.5 Vente à terme d'actions avec couverture du cours de l'action avec Natixis

Le 15 Novembre 2011 Bellon SA a signé deux Equity Linked Swaps avec Natixis pour un montant total de 300 Millions d'euro. Ces deux ELS d'un montant de 150 Millions chacun ont une date de commencement fixée au 4 Juillet 2012 et une date d'échéance respective au 4 Juillet 2015 et 4 Juillet 2017. Une opération d'échange de conditions d'intérêt a également été mise en place qui porte les taux d'intérêts respectivement à 3.875% pour l'ELS d'une durée de 3 ans et 4.89% pour l'ELS d'une durée de 5 ans.

4.15.2.6 Vente à terme d'actions avec couverture du cours de l'action avec CACIB

Le 30 Août 2012, Bellon SA a signé avec CACIB un ELS (Equity Linked Swap) (vente à terme d'actions Sodexo couplée d'une opération d'échange de conditions d'intérêts contre variation de cours de l'action) d'un montant de 70 Millions d'euros à échéance du 4 Août 2016. Le taux d'intérêt est égal au taux Euribor trois mois majoré de 240 bps. Fin Novembre 2012 une couverture de taux d'intérêt a été mise en place qui porte le taux d'intérêt à 2,965% pendant la durée de l'emprunt.

4.15.2.7 Emprunts de 165 Millions de dollars US et l'équivalent en euros de 50 Millions de dollars US

Le 26 Juin 2012 Bellon SA a emprunté 165 Millions de dollars auprès d'investisseurs américains. Cet emprunt a été souscrit à un taux d'intérêts de 5,20% sur le dollar et remboursable en totalité en février 2022 avec un amortissement de la dette commençant en février 2016.

Une couverture de taux de change a été mise en place avec trois banques (CACIB, Natixis et Société Générale) :

- une tranche de 82,5 millions de dollars US auprès de CACIB au taux de 4,93%
- une tranche de 49,5 millions de dollars US auprès de Natixis au taux de 4,985%
- une tranche de 33 millions de dollars US auprès de Société Générale au taux de 5,00%

Le 26 Juin 2012 Bellon SA a emprunté l'équivalent en euros de 50 Millions de dollars auprès d'investisseurs américains. Cet emprunt a été souscrit à un taux d'intérêts de 5,525% sur l'euro et remboursable en totalité en février 2022 avec un amortissement de la dette commençant en février 2016.

Les différents emprunts contractés par Bellon SA comportent les covenants financiers décrits ci-dessous :

Le contrat de prêt souscrit en 2007 auprès de Calyon, les contrats ELS souscrits auprès de Natixis en novembre 2011 et CACIB en Août 2012 ainsi que les emprunts auprès des investisseurs américains et les couvertures de change sont assortis d'engagements classiques pour ce type d'emprunts consentis à une holding et concernent notamment :

- Le ratio « actifs réévalués sur dettes financières nettes réévaluées » doit être supérieur à 2. pour les emprunts contractés auprès des investisseurs américains et des banques participant aux Swaps de change et à 1.25 pour le contrat Calyon ;
- Le ratio « dividendes sur charges financières nettes » doit être supérieur à 1.1 pour les emprunts contractés auprès des investisseurs américains et les banques participant aux Swaps de change et à 1 pour le contrat Calyon ;

- Le montant des emprunts et dettes financières nettes doit être à tout moment inférieur à 1.1 Milliard d'euros ;
- Les actifs de Bellon SA doivent être constitués à hauteur de 90% d'actions Sodexo.
- La notation de Sodexo ne doit pas être inférieure à BBB-

Au 31 août 2012, la société Bellon SA a respecté ses engagements.

4.15.2.8 Ligne de crédit confirmé multidevises de juillet 2011

Le 18 juillet 2011, Sodexo SA a signé une ligne de crédit confirmé multidevises d'un montant maximum de 600 millions d'euros plus 800 millions de dollars. Cette ligne avait une échéance fixée initialement au 18 juillet 2016, cette échéance pouvant être prorogée à la demande de Sodexo SA et sous réserve de l'accord des prêteurs jusqu'en juillet 2017, puis juillet 2018. En juin 2012, des prêteurs ont accepté de proroger le terme du crédit, à hauteur de 188 millions d'euros pour la tranche en euros et 253 millions de dollars pour la tranche en dollars, en le portant au 18 juillet 2017, l'échéance du solde restant au 18 juillet 2016. Les tirages utilisés sont porteurs d'intérêts à taux variable indexé sur les taux LIBOR et EURIBOR. Cette ligne de crédit ne comporte pas de covenants financiers.

Au 31 août 2011, aucun tirage n'était en cours sur cette ligne qui était donc disponible en totalité.

Au 31 août 2012, les tirages en cours portent sur la tranche en euros et s'élèvent à 235 millions d'euros.

4.15.2.9 Emprunts de 500 et 600 millions de dollars US

Le 29 septembre 2008, Sodexo SA a emprunté 500 millions de dollars US à taux fixe auprès d'investisseurs américains.

Ce financement est structuré en trois tranches :

- 140 millions de dollars US au taux fixe de 5,69 % et remboursable en septembre 2013 ;
- 290 millions de dollars US au taux fixe de 5,99 % et remboursable en septembre 2015 ;
- 70 millions de dollars US au taux fixe de 6,43 % et remboursable en septembre 2018.

Le 29 mars 2011, Sodexo SA a souscrit un emprunt de 600 millions de dollars US à taux fixe, sous la forme d'un placement privé auprès d'investisseurs américains.

Ce nouveau financement est structuré en trois tranches :

- 250 millions de dollars US au taux fixe de 4,24 % et remboursable en mars 2018
- 225 millions de dollars US au taux fixe de 4,85 % et remboursable en mars 2021
- 125 millions de dollars US au taux fixe de 4,95 % et remboursable en mars 2023

Ces deux emprunts comprennent deux covenants financiers qui sont calculés par référence aux états consolidés du groupe Sodexo :

- l'endettement net (en excluant les fonds réservés de la trésorerie globale) ne doit pas dépasser 3,5 fois l'EBITDA (résultat opérationnel plus dotation aux amortissements et dépréciations) des 12 derniers mois ;
- la situation nette retraitée des effets de change cumulés depuis le 31 août 2007 ne doit pas être inférieure à 1,3 milliard d'euros.

En cas de non-respect de ces covenants, les prêteurs peuvent, à la majorité qualifiée, demander un remboursement anticipé de ces emprunts.

Au 31 août 2012, comme au 31 août 2011 et au 29 février 2012, ces covenants sont respectés par le Groupe.

4.15.2.10 Emprunts contractés en real brésilien

Dans le cadre du financement de l'acquisition du groupe VR au Brésil en 2008, Sodexo SA a contracté deux emprunts à taux fixe en reals brésiliens pour un montant de 318 millions de reals remboursables sur cinq ans avec une échéance finale en avril 2013. Compte tenu des remboursements effectués, le montant de ces emprunts s'élève à 106 millions de reals au 31 août 2012 (41 millions d'euros). Ces deux emprunts ne comportent pas de covenants financiers.

4.15.2.11 Taux de financement

Afin de respecter la politique du Groupe en matière de financement, l'essentiel de la dette est à taux fixe et, dans le cas d'emprunts tirés dans une devise différente de celle de la société acquise, ces emprunts sont couverts par des swaps de change.

Au 31 août 2012, 98 % de l'endettement consolidé du Groupe est à taux fixe et le taux moyen de financement à cette date s'établit à 5,9 %.

Au 31 août 2011, 98 % de l'endettement consolidé du Groupe était à taux fixe et le taux moyen de financement à cette date s'établissait à 5,7 %.

Les emprunts obligataires et les emprunts auprès des organismes financiers décrits ci-dessus comprennent des clauses usuelles de remboursement anticipé qui ne présentent pas, à la clôture de l'exercice, de risque significatif d'être

exercées. Ces clauses de remboursement anticipé intègrent des clauses de défaut croisé ou de changement de contrôle qui s'appliquent sur l'ensemble des emprunts.

4.15.3 Échéancier des emprunts et dettes financières

Au 31 août 2012			> 3 mois	> 6 mois		
Valeurs comptables	< 3 mois	et < 6 mois	et < 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	Total
Emprunts obligataires	0	32	11	1 383		1 426
Emprunts auprès des organismes financiers *	39	0	30	1 044	672	1 785
Emprunts sur location financement	2	1	17	29	3	52
Autres emprunts	3	0	5	26	0	34
TOTAL	44	33	63	2 482	675	3 297

* Hors incidence des instruments dérivés décrite en note 4.16.

* Les montants présentés sont convertis aux taux de clôture de l'exercice lorsque les emprunts sont libellés en devise étrangère.

* Les échéances comprennent les intérêts courus calculés à la date de clôture.

* Les droits au renouvellement des lignes de crédit sont pris en compte dans la détermination des maturités.

Au 31 août 2012			> 3 mois	> 6 mois		
Flux contractuels y compris le paiement des intérêts futurs non encore dus	< 3 mois	et < 6 mois	et < 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	Total
Emprunts obligataires	0	55	24	1 516	0	1 595
Emprunts auprès des organismes financiers	45	8	72	1 287	751	2 163
Emprunts sur location financement	3	2	18	33	3	59
Autres emprunts	3	0	7	29	0	39
Incidences des instruments dérivés hors ceux en place au sein des sociétés PPP (note 4.16)	22	1	15	89	(4)	123
TOTAL	73	66	136	2 954	750	3 979

Au 31 août 2011			> 3 mois	> 6 mois		
Valeurs comptables	< 3 mois	et < 6 mois	et < 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	Total
Emprunts obligataires	0	32	11	1 385	0	1 428
Emprunts auprès des organismes financiers *	49	70	557	414	465	1 555
Emprunts sur location financement	2	1	16	35	4	58
Autres emprunts	3	1	14	28	1	47
TOTAL	54	104	598	1 862	470	3 088

* Hors incidence des instruments dérivés décrite en note 4.16.

* Les montants présentés sont convertis aux taux de clôture de l'exercice lorsque les emprunts sont libellés en devise étrangère.

* Les échéances comprennent les intérêts courus calculés à la date de clôture.

* Les droits au renouvellement des lignes de crédit sont pris en compte dans la détermination des maturités.

Au 31 août 2011			> 3 mois	> 6 mois		
Flux contractuels y compris le paiement des intérêts futurs non encore dus	< 3 mois	et < 6 mois	et < 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	Total
Emprunts obligataires	0	55	24	1 595	0	1 674
Emprunts auprès des organismes financiers	55	70	584	569	553	1 831
Emprunts sur location financement	3	2	17	40	4	66
Autres emprunts	3	1	16	32	1	53
Incidence des instruments dérivés hors ceux en place au sein des sociétés PPP (note 4.16)	3	3	2	3	0	11
TOTAL	64	131	643	2 239	558	3 635

4.16 Instruments financiers dérivés

Instruments dérivés (en millions d'euros)	Qualification IFRS	Au 31 août 2012		Au 31 août 2011		
		Juste valeur	Montant notionnel	Valeur nominale	Juste valeur	Montant notionnel
Instruments dérivés de change					(5)	
<i>Actif</i>	<i>Trading</i>	(2)			2	6
	<i>Cash Flow Hedge</i>					
<i>Passif</i>					(1)	6
<i>Passif</i>	<i>Trading</i>	(2)	(13)		(6)	(21)
Instruments dérivés de taux ⁽¹⁾					(4)	
	<i>Cash Flow Hedge</i>					
<i>Actif</i>						
<i>Passif</i>	<i>Trading</i>	(16)	(300)		(4)	(256)
	<i>Cash Flow Hedge</i>					
<i>Passif</i>						
Instruments dérivés de change et de taux ⁽²⁾						
		(1)				
	<i>Cash Flow Hedge</i>					
<i>Actif</i>		19	215			
<i>Actif</i>	<i>Trading</i>	8	96			
	<i>Cash Flow Hedge</i>					
<i>Passif</i>		(16)				
<i>Passif</i>	<i>Trading</i>	(12)	(130)			
Instruments financiers nets		(19)	(119)	(13)	(9)	(9)

(1) Correspondant aux deux equity link swaps mis en place avec Natixis et décrits dans la note 4.15.2.5

(2) Correspondant à trois cross currency swaps EUR-BRL d'un nominal total de 710 millions de BRL et dont les intérêts courus sont présentés au passif pour un montant de 23 millions d'euros et à trois cross currency swaps EUR-US Dollars d'un montant nominal de 165 millions d'USD

Le « montant notionnel » correspond, dans le cadre des dérivés de taux, au nominal des instruments financiers traités avec les contreparties.

La « valeur nominale » représente le montant nominal des instruments de couverture de change y compris les montants vendus ou achetés à terme. Les montants en devises sont convertis au taux de clôture.

4.16.1 Instruments dérivés de change

Les échéances des valeurs nominales contractuelles suivent :

Au 31 août 2012 (en millions d'euros)	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	Total
Passifs financiers libellés en devise				
Livre sterling	(45)			(45)
Real brésilien	(57)	(284)		(341)
Couronne tchèque	(48)	(6)		(54)
U.S. dollar			(135)	(135)
Autres	(13)	(6)	(1)	(20)
TOTAL	(163)	(296)	(136)	(595)
Actifs financiers libellés en devise				
Livre sterling	45			45
Real brésilien	33	311		344
Couronne tchèque	48	6		54
U.S. dollar			130	130
Autres	13	5	1	19
TOTAL	139	322	131	592
Instruments dérivés de change				
Livre sterling				
Real brésilien	(24)	27		3

Couronne tchèque				
U.S. dollar			(5)	(5)
Autres		(1)		(1)
TOTAL	(24)	26	(5)	(3)

4.16.2 Instruments dérivés de taux d'intérêt

Afin de couvrir son exposition aux variations du taux Euribor 3 mois servant de base à la rémunération de la vente à terme d'actions avec couverture du cours de l'action de 300 millions d'euros avec Natixis, Bellon SA a mis en place un swap pour fixer le taux d'intérêt à 3,875% à échéance de Juillet 2015 et à 4,89% à échéance de Juillet 2017. Ces instruments dérivés sont comptabilisés dans le bilan à leur juste valeur avec les variations de l'exercice comptabilisées dans le résultat. Au 31 Août 2012, la juste valeur de ces swaps était respectivement de -5,6 millions d'euros et -10 millions d'euros.

Afin de couvrir son exposition aux variations du taux LIBOR servant de base à la rémunération de la ligne de crédit confirmé multidevises 2005, à laquelle il a été mis fin en juillet 2011, le Groupe avait mis en place une série de swaps destinés à fixer le taux d'intérêt d'une partie de son encours de tirage. Ces swaps sont arrivés à échéance en février 2012. Leur juste valeur était de 4 millions d'euros au 31 août 2011.

Au cours de l'exercice 2011-2012, 13 millions ont été recyclés des autres éléments du résultat global en charges financières (14 millions d'euros au cours de l'exercice 2010-2011).

Analyse de la variation de juste valeur, inscrite en autres éléments du résultat global, des instruments dérivés en couverture des flux de trésorerie (en millions d'euros) :

Cumul des variations de juste valeur sur les instruments dérivés de couverture détenus au 31 août 2010	(46)
Variation de juste valeur de la période	0
Variation de juste valeur liée aux entreprises mise en équivalence ⁽¹⁾	1
Éléments de juste valeur constatés en résultat financier	14
Total des variations enregistrées en autres éléments du résultat global	15
Écarts de conversion et autres	
Cumul des variations de juste valeur sur les instruments dérivés de couverture détenus au 31 août 2011	(31)
Variation de juste valeur de la période	(21)
Variation de juste valeur liée aux entreprises mise en équivalence ⁽¹⁾	(12)
Éléments de juste valeur constatés en résultat financier	13
Total des variations enregistrées en autres éléments du résultat global	(20)
Écarts de conversion et autres	
Cumul des variations de juste valeur sur les instruments dérivés de couverture détenus au 31 août 2012	(51)

(1) Certaines entités que le Groupe consolide selon la méthode de mise en équivalence ont mis en place des instruments de couverture de leur endettement à taux variable. La quote-part du Groupe dans la variation de juste valeur de ces instruments au cours de la période est donc reflétée dans le tableau ci-dessus.

Les impacts des instruments dérivés sur les états financiers sont décrits en note 5.1.

4.17 Avantages à long terme au personnel

(en millions d'euros)	Au 31 août 2012	Au 31 août 2011
Actif net de retraite *	(0)	(0)
Plans à prestations définies	228	155
Autres avantages à long terme au personnel	154	127
Avantages au personnel	382	282

* Inclus dans les « autres actifs non courants » à l'actif du bilan.

4.17.1 Avantages postérieurs à l'emploi

4.17.1.1 Régimes à cotisations définies

Ces régimes se caractérisent par des versements de cotisations périodiques à des organismes extérieurs qui en assurent la gestion administrative et financière. Ces régimes libèrent l'employeur de toute obligation ultérieure (l'organisme se charge en effet de verser aux salariés les montants qui leur sont dus et l'employeur n'aura pas à payer

les cotisations supplémentaires au titre des exercices antérieurs ou de l'exercice en cours si l'organisme n'a pas suffisamment d'actifs).

Le montant des cotisations aux régimes à cotisations définies qui a été comptabilisé dans les charges opérationnelles s'élève à 343 millions d'euros pour l'exercice 2011-2012 (268 millions au cours de l'exercice 2010-2011).

Les paiements du Groupe sont comptabilisés en charge de la période à laquelle ils se rapportent.

4.17.1.2 Régimes à prestations définies

Les caractéristiques des principaux plans à prestations définies au sein du Groupe sont les suivantes :

- en France, les engagements sont essentiellement constitués par des indemnités de fin de carrière, payables lors du départ en retraite de l'employé s'il fait encore partie de la Société. Ces engagements sont couverts par les dettes constituées à cet effet au passif de l'état consolidé de la situation financière ;
- au Royaume-Uni, les engagements, qui font l'objet d'une couverture par des fonds externes, correspondent à un service de retraite complémentaire calculé :
 - pour le personnel d'encadrement affecté au secteur privé, sur une quote-part du salaire de base de fin de carrière,
 - pour le personnel d'encadrement affecté au secteur public, sur des prestations comparables à celles prévues dans ce secteur,
 - il a été décidé de fermer le régime aux nouveaux salariés à compter du 1er juillet 2003 et d'augmenter les cotisations afin de résorber le déficit.

Suite à la nouvelle réglementation entrée en vigueur au Royaume-Uni, le Groupe a opté en octobre 2011 pour l'utilisation de l'indice des prix à la consommation (CPI) en remplacement de l'indice des prix au détail (RPI) afin de calculer l'indexation future des pensions que Sodexo UK devra verser à certains membres de son plan de retraite. L'effet rétrospectif sur les droits déjà accumulés dans le plan par les membres visés par ce changement s'est traduit par une diminution de l'engagement de retraite pour un montant de 26 millions d'euros, comptabilisé en résultat opérationnel au cours de l'exercice 2011-2012.

En Europe continentale (hors France), les principaux plans à prestations définies concernent :

- les Pays-Bas où des compléments de retraite ou préretraite sont accordés à certains salariés ;
- l'Italie où il s'agit d'un engagement légal de versement d'une indemnité de cessation de contrat de travail (TFR). Jusqu'au 31 août 2006, les droits définitivement acquis par les salariés étaient valorisés et actualisés selon les conditions légales et intégralement comptabilisés en dettes.

Fin décembre 2006, le Parlement italien a approuvé la mise en place de la réforme des TFR en 2007 qui transforme cette indemnité de cessation de contrat de travail en plan à cotisations définies. Ainsi sur la période du 1^{er} janvier 2007 au 30 juin 2007, les salariés en activité au 31 décembre 2006 ont dû choisir entre plusieurs formules de plan à cotisations définies, pour les droits acquis à partir du 1^{er} janvier 2007. Les engagements acquis antérieurement restent comptabilisés au passif de l'état consolidé de la situation financière.

Le Groupe participe également à des régimes dits « multi-employeurs », notamment en Suède et aux États-Unis. Ces régimes sont comptabilisés selon les modalités prévues pour les régimes à contribution définies.

Les montants figurant à l'actif et au passif de l'état consolidé de la situation financière au titre des plans à prestations définies sont les suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 31 août 2012	Au 31 août 2011
Actif net de retraite *	(0)	(0)
Passif net des plans à prestations définies **	228	155

* Inclus dans les « autres actifs non courants » à l'actif de l'état consolidé de la situation financière.
 ** Inclus dans les « avantages au personnel » au passif de l'état consolidé de la situation financière.

Ces montants peuvent se détailler de la manière suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 31 août 2012	Au 31 août 2011
Valeur actuelle des obligations financées	834	655
Juste valeur des actifs de régime	(732)	(606)
Valeur actuelle de l'obligation partiellement financée	102	49
Valeur actuelle des obligations non financées	130	111
Coût des services passés non comptabilisés	(4)	(5)
Autres éléments non reconnus		
PASSIF NET AU BILAN	228	155

Comme précisé dans la note 2.17.2, le Groupe comptabilise les écarts actuariels au cours de la période dans laquelle ils surviennent dans l'état du résultat global nets d'impôts différés.

Les écarts actuariels cumulés, reconnus en autres éléments du résultat global, s'élèvent à - 123 millions d'euros (perte actuarielle) au 31 août 2012. Le montant cumulé des écarts actuariels reconnus en autres éléments du résultat global s'élevait à - 25 millions d'euros (perte actuarielle) au 31 août 2011. Cette évolution des écarts actuariels, qui entraîne une augmentation de l'engagement, provient essentiellement de la baisse des taux d'intérêts au Royaume-Uni, pays qui porte l'essentiel de la dette (représentant une hausse de l'engagement de 117 millions d'euros), cependant partiellement compensée par des écarts actuariels positifs liés au changement d'autres hypothèses telles que le taux d'inflation (dont 44 millions d'euros de diminution de l'engagement au Royaume-Uni).

Les actifs des régimes à prestation définie se répartissent de la manière suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 31 août 2012	Au 31 août 2011
Actions	134	105
Obligations	106	76
Assurances et autres	453	379
Biens immobiliers	30	32
Trésorerie	9	14
TOTAL	732	606

Les montants inscrits au compte de résultat au titre des plans à prestations définies peuvent se détailler de la manière suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	2011-2012	2010-2011
Coût des services rendus	23	24
Actualisation des obligations	39	35
Rendement attendu des actifs du régime	(42)	(39)
Réductions et règlements	(1)	(3)
Amortissement des services passés non reconnus et autres	(25)	0
CHARGE NETTE	(6)	17

Les amortissements des services passés non reconnus comprennent notamment l'impact du changement d'indice (utilisation du CPI en remplacement du RPI) au Royaume-Uni pour 26 millions d'euros, inclus dans le résultat opérationnel.

Sur le produit net de 6 millions d'euros au cours de l'exercice 2012/2011 (charge nette de 17 millions d'euros au 31 août 2011) :

- un produit net de 1 million d'euros (charge nette de 9 millions au 31 août 2011) est comptabilisé en coût des ventes ;
- un produit net de 2 millions d'euros (charge nette de 12 millions d'euros au 31 août 2011) est comptabilisé en charges administratives ;
- le solde de 3 millions (actualisation des obligations et rendement attendu des actifs de régime) est comptabilisé en résultat financier (cf. note 4.2).

La valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies et la juste valeur des actifs du régime ont évolué de la manière suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	2011-2012	2010-2011
Obligation au 1^{er} septembre	766	802
Coût des services rendus au cours de la période	23	24
Coût financier	39	35
Écarts actuariels	118	(30)
Coût des services passés	(26)	3
Effet des réductions ou règlements	(1)	(7)
Contributions effectuées par les participants au régime	5	5
Prestations servies prélevées sur les actifs de régime	(20)	(17)
Prestations servies non prélevées sur l'actif	(8)	(9)
Regroupements d'entreprises	4	0
Écart de change	65	(40)
Autres	(1)	
OBLIGATION AU 31 AOÛT	964	766

La juste valeur des actifs du régime a évolué de la manière suivante :

	2011-2012	2010-2011
Juste valeur des actifs au 1^{er} septembre	606	588
Rendement attendu des actifs des régimes	42	39
Cotisations effectuées par l'employeur	21	22
Écarts actuariels	20	6
Effet des réductions ou règlements	0	(4)
Contributions effectuées par les participants au régime	5	5
Prestations servies prélevées sur les actifs de régimes	(20)	(17)
Regroupements d'entreprises	0	0
Écart de change	58	(33)
Autres	0	0
JUSTE VALEUR DES ACTIFS AU 31 AOÛT	732	606

	2011-2012	2010-2011
Valeur actuelle des obligations	964	766
Juste valeur des actifs de régime	732	606
DEFICIT (EXCEDENT)	232	160
Ajustements liés à l'expérience relatifs aux passifs	1	1
Ajustements liés à l'expérience relatifs aux actifs	20	6

Les hypothèses actuarielles retenues sur les principaux pays pour les évaluations actuarielles réalisées au 31 août 2012 et au 31 août 2011 sont les suivantes :

Au 31 août 2012	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	Italie
Taux d'actualisation ⁽¹⁾	2,5 % - 3,5 %	3 %	4,5 %	1,75 % - 2,25 %
Taux d'augmentation des salaires à long terme ⁽²⁾	2,5 % - 3 %	2 %	2,1 % - 3,1 %	N/A
Taux d'inflation à long terme ⁽³⁾	2 %	2 %	2,1 % - 3,1 % ⁽³⁾	2 %
Taux de rendement des actifs de couverture	2,5 % - 3,5 %	3,6 %	5 %	N/A
Montant du passif	55	21	42	32

(1) Les taux d'actualisation ont été adaptés dans les différents pays aux durations des plans.

(2) Le taux d'augmentation des salaires est communiqué y compris inflation.

(3) Taux RPI (indice des prix au détail) : 3,1 % ; taux CPI (indice des prix à la consommation) : 2,1 %.

Au 31 août 2011	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	Italie
Taux d'actualisation ⁽¹⁾	3,75 % - 4,5 %	4,5 %	5,4 %	2,50 % - 3,50 %
Taux d'augmentation des salaires à long terme ⁽²⁾	3 %	2,5 %	3,5 %	N/A
Taux d'inflation à long terme	2 %	2 %	3,5 %	2 %
Taux de rendement des actifs de couverture	4,5 %	5 %	7 %	N/A
Montant du passif	37	9	17	32

(1) Les taux d'actualisation ont été adaptés dans les différents pays aux durations des plans.

(2) Le taux d'augmentation des salaires est communiqué y compris inflation.

Les taux de rendement sur actifs de couverture ont été déterminés par référence aux taux de rendement prévus par les marchés financiers pour chaque catégorie d'actifs et sur la durée de vie de l'obligation correspondante. Un rendement attendu des fonds est ainsi déterminé selon l'importance de chaque catégorie d'actifs dans les actifs des fonds.

Par rapport aux hypothèses présentées dans le tableau ci-dessus, une baisse de 1 % du taux d'actualisation porterait le montant total de l'obligation brute à 1 174 millions d'euros (contre 963 millions d'euros sur la base des hypothèses retenues au 31 août 2012). Une hausse de 0,5 % du taux d'inflation à long terme porterait le montant total de l'obligation brute à 1 031 millions d'euros. Il est rappelé que le Groupe a opté pour la comptabilisation en autres éléments du résultat global des écarts actuariels générés lors de chaque période.

Le rendement effectif des actifs de régime s'élève à 62 millions d'euros au 31 août 2012 (à comparer avec 42 millions d'euros de rendement attendu).

Sur la base d'une estimation raisonnablement déterminée, Sodexo versera 25 millions d'euros aux régimes sur l'année 2012-2013.

Le plan de retraite au Royaume-Uni est régulièrement évalué par l'actuaire du fonds conformément à la législation britannique. Celle-ci exige une valorisation actuarielle formalisée tous les trois ans et que tout déficit identifié lors de cette évaluation soit géré selon un accord mutuel entre les fiduciaires du fonds (le *Trustee* du plan de pensions) et Sodexo UK. Fin 2011, Sodexo UK a entamé une consultation avec les membres de son plan de retraite en vue de geler l'acquisition de droits futurs pour certains de ses bénéficiaires. Cette consultation a abouti, en octobre 2012, à la signature d'un accord entre le Trustee et Sodexo UK prévoyant que le plan ne resterait ouvert, à compter du 1^{er} novembre 2012, qu'aux seuls salariés venant du secteur public, Sodexo UK ayant l'obligation légale de leur fournir certains avantages. Au cours de la consultation Sodexo UK s'est également engagé à verser des contributions de 10 millions de livres par an sur 5 ans, à compter du 1^{er} janvier 2013, dans le cadre d'un plan de redressement du fonds sur 12 ans. Sur la même période, il est attendu une baisse des contributions régulières que Sodexo UK versera au fonds compte tenu que seuls les membres relevant du secteur public pourront désormais acquérir de nouveaux droits en application de l'accord. Enfin, Sodexo SA a émis en octobre 2012 une garantie de maison mère en faveur du Trustee afin de couvrir les obligations de Sodexo UK au titre du plan dans la limite d'un montant de 100 millions de livres sterling pour une durée de 12 ans.

4.17.2 Autres avantages au personnel

Les autres avantages au personnel comprennent principalement des montants liés à l'épargne salariale aux États-Unis (*Deferred Compensation*) ainsi que les engagements relatifs aux médailles du travail.

Montants inscrits au passif au titre des autres avantages à long terme au personnel

(en millions d'euros)	Au 31 août 2012	Au 31 août 2011
Autres avantages à long terme au personnel	154	127

La charge comptabilisée au titre de ces avantages au cours de l'exercice fiscal 2011-2012 s'élève à 23 millions d'euros (20 millions d'euros pour l'exercice 2010-2011) dont 1,6 million d'euros enregistrés en résultat financier et relatifs aux plans d'Épargne Salariale aux États-Unis (2,2 millions d'euros pour l'exercice 2010-2011).

4.18 Provisions

(en millions d'euros)	Au 31 août 2011	Dotations	Reprises avec utilisation	Reprises sans utilisation	Écarts de conversion et autres	Variations de périmètre	Effet d'actualisation des provisions	Au 31 août 2012
Provisions pour risques fiscaux et sociaux	31	13	(3)	(4)		15		52
Provisions pour litiges avec les salariés	28	12	(11)	(4)	1	4		30
Provisions pour fin de contrats ou contrats déficitaires	6	4	(4)		1	4		11
Provisions pour litiges clients/fournisseurs	14	3	(5)	(1)		1		12
Provisions pour capitaux propres négatifs *	21				12			33
Autres provisions	9	2	(2)	(2)	1			8
TOTAL PROVISIONS	109	34	(25)	(11)	15	24	0	146

* Participations dans des entreprises mises en équivalence dont la quote-part de situation nette est négative (cf. note 4.8).

(en millions d'euros)	Au 31 août 2010	Dotations	Reprises avec utilisation	Reprises sans utilisation	Écarts de conversion et autres	Variations de périmètre	Effet d'actualisation des provisions	Au 31 août 2011
Provisions pour risques fiscaux et sociaux	30	10	(3)	(7)	1			31
Provisions pour litiges avec les salariés	27	16	(15)	(3)	3			28
Provisions pour fin de contrats ou contrats déficitaires	21	5	(14)	(3)	(3)			6
Provisions pour litiges clients/fournisseurs	14	7	(5)	(1)	(1)			14
Provisions pour capitaux propres négatifs *	23	0	0	0	(2)			21
Autres provisions	11	4	(4)	0	(2)			9
TOTAL PROVISIONS	126	42	(41)	(14)	(4)			109

* Participations dans des entreprises mises en équivalence dont la quote-part de situation nette est négative (cf. note 4.8).

Le montant des provisions pour risques et pour litiges est déterminé au cas par cas et repose sur la meilleure estimation, par le management, de la sortie de ressources jugée probable pour couvrir les obligations juridiques ou implicites auxquelles le Groupe est exposé à la clôture de l'exercice.

La répartition des provisions selon leurs échéances est la suivante :

(en millions d'euros)	Au 31 août 2012		Au 31 août 2011	
	Courantes	Non Courantes	Courantes	Non courantes
Provisions pour risques fiscaux et sociaux	8	44	14	17
Provisions pour litiges avec les salariés	18	12	17	11
Provisions pour fin de contrats ou contrats déficitaires	6	5	4	2
Provisions pour litiges clients/fournisseurs	7	5	9	5
Provisions pour capitaux propres négatifs *	0	33	0	21
Autres provisions	2	6	3	6
TOTAL PROVISIONS	41	105	47	62

* Filiales mises en équivalence dont la quote-part de situation nette est négative (cf. note 4.8).

4.19 Dettes fournisseurs et autres dettes

(en millions d'euros)	Au 31 août 2012	Au 31 août 2011
Autres passifs non courants	222	190
TOTAL AUTRES PASSIFS NON COURANTS	222	190
Clients avances et acomptes reçus sur commandes	237	286
Fournisseurs et comptes rattachés	1 792	1 526
Dettes sociales	1 014	906
Dettes fiscales	228	218
Autres dettes d'exploitation	72	68
Produits constatés d'avance	59	62
Autres dettes hors exploitation	26	63
TOTAL FOURNISSEURS ET AUTRES DETTES COURANTES	3 428	3 129
TOTAL FOURNISSEURS ET AUTRES DETTES	3 650	3 319

Les dettes sociales comprennent notamment les avantages à court terme au personnel.

Répartition des dettes fournisseurs et autres dettes par échéances (en millions d'euros)	Valeurs comptables	Valeurs contractuelles non actualisées
Échéances à moins de 3 mois	2 570	2 570
Échéances à plus de 3 mois et moins de 6 mois	227	227
Échéances à plus de 6 mois et moins de 12 mois	535	535
Échéances à plus de 1 an et moins de 5 ans	266	279
Échéances à plus de 5 ans	52	71
TOTAL DES DETTES FOURNISSEURS ET AUTRES DETTES	3 650	3 682

4.20 Impôts différés

(en millions d'euros)	Au 31 août 2012	Au 31 août 2011
Impôts différés actifs	169	153
Impôts différés passifs	(161)	(150)
POSITION NETTE DES IMPOTS DIFFERES	8	3

Y compris l'effet des impôts différés décrits en note 4.14.

Le montant d'impôts différés actifs nés de reports déficitaires, non comptabilisés du fait de leur récupération jugée non probable, est de 48 millions d'euros (37 millions d'euros au 31 août 2011), dont 6 millions d'euros figurant dans les comptes de filiales antérieurement à leur acquisition (5 millions d'euros au 31 août 2011).

La répartition des impôts différés est la suivante :

(en millions d'euros)	Au 31 août 2011	Produit/(Charge) d'impôt différé	Impôt comptabilisé en autres éléments du résultat global	Écarts de change et autres	Au 31 août 2012
• Dette envers le personnel	157	(6)	23		174

• Juste valeur des instruments financiers	1	(8)	3	13	9
• Autres différences temporelles	(193)	(42)		7	(228)
• Reports déficitaires	38	21		(6)	53
POSITION NETTE DES IMPOTS DIFFERES	3	(35)	26	14	8

Les différences temporelles sur charges de personnel correspondent principalement aux impôts différés sur les avantages postérieurs à l'emploi.

Les autres différences temporelles incluent principalement les impôts différés sur les actifs incorporels reconnus dans le cadre des acquisitions ainsi que les impôts différés constatés sur la quote-part fiscalement déductible des amortissements comptabilisés sur les *goodwills* dans certains pays.

4.21 Instruments financiers

Le tableau ci-après détaille les catégories d'instruments, leur valeur comptable ainsi que leur juste valeur par rubriques de comptabilisation au bilan.

Les niveaux utilisés pour la classification des instruments financiers sont les suivants :

Niveau 1 : Instruments cotés sur un marché actif

Niveau 2 : Instruments dont les données sont autres que les cours/prix cotés de niveau 1, et qui sont observables

Niveau 3 : Tous les autres instruments

Actifs financiers (en millions d'euros)	Catégorie d'instruments	Note	Au 31 août 2012		Niveau pour les instruments évalués à la juste valeur			Total
			Valeur comptable	Juste valeur	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	
Valeurs mobilières de placement	Actifs financiers à la juste valeur par résultat	4.13	537	537	67	470		537
Fonds réservés et actifs financiers de l'activité Solutions de Motivation	Actifs disponibles à la vente	4.10	609	609	78	531		609
Clients et autres créances	Prêts et créances au coût amorti	4.12	3 445	3 445				
Autres actifs financiers	Actifs disponibles à la vente	4.10	4	N/A				
	Prêts et créances au coût amorti	4.10	101	101				
	Actifs financiers à la juste valeur par résultat	4.10						
Instruments dérivés actif		4.16	27	27		27		27

Passifs financiers (en millions d'euros)	Catégorie d'instruments	Note	Au 31 août 2012		Niveau pour les instruments évalués à la juste valeur			Total
			Valeur comptable	Juste valeur	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	
Emprunts obligataires ⁽¹⁾	Passifs financiers au coût amorti	4.15	1 426	1 560				
Emprunts auprès d'organismes financiers	Passifs financiers au coût amorti	4.15	1 785	1 899				
Autres emprunts et dettes financières	Passifs financiers au coût amorti	4.15	86	86				
Découverts bancaires	Passifs financiers au coût amorti		18	18				
Fournisseurs et autres dettes	Passifs financiers au coût amorti	4.19	3 427	3 427				
Chèques et Cartes de Services à rembourser	Passifs financiers au coût amorti		2 533	2 533				
Instruments dérivés passif		4.16	46	46		46		46

(1) la valeur de marché est déterminée sur la base de la cotation des obligations au 31 août 2012.

Actifs financiers (en millions d'euros)	Catégorie d'instruments	Note	Au 31 août 2011		Niveau pour les instruments évalués à la juste valeur			Total
			Valeur comptable	Juste valeur	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	
Valeurs mobilières de placement	Actifs financiers à la juste valeur par résultat	4.13	447	447	26	421		447
Fonds réservés et actifs financiers de l'activité Solutions de Motivation	Actifs disponibles à la vente	4.10	622	622	93	529		622
Clients et autres créances	Prêts et créances au coût amorti	4.12	3 142	3 142				
Autres actifs financiers	Actifs disponibles à la vente	4.10	4	4				
	Prêts et créances au coût amorti	4.10	87	87				
	Actifs financiers à la juste valeur par résultat	4.10	0	0				
Instruments dérivés actif		4.16	2	2		2		2

Passifs financiers (en millions d'euros)	Catégorie d'instruments	Note	Au 31 août 2011		Niveau pour les instruments évalués à la juste valeur			Total
			Valeur comptable	Juste valeur	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	
Emprunts obligataires ⁽¹⁾	Passifs financiers au coût amorti	4.15	1 428	1 543				
Emprunts auprès d'organismes financiers	Passifs financiers au coût amorti	4.15	1 555	1 555				
Autres emprunts et dettes financières	Passifs financiers au coût amorti	4.15	105	105				
Découverts bancaires	Passifs financiers au coût amorti		23	23				
Fournisseurs et autres dettes	Passifs financiers au coût amorti	4.19	3 129	3 129				
Chèques et Cartes de Services à rembourser	Passifs financiers au coût amorti		2 421	2 421				
Instruments dérivés passif		4.16	13	13		13		13

(1) la valeur de marché est déterminée sur la base de la cotation des obligations au 31 août 2011.

Il n'y a pas eu de transfert entre les différents niveaux, entre les exercices 2010-2011 et 2011-2012.

4.22 Paiements fondés sur des actions

Des options d'achat d'actions Sodexo ont été accordées par le Conseil d'Administration de Sodexo aux salariés du Groupe dans le cadre de divers plans de stock-options.

4.22.1 Principales caractéristiques des plans d'options d'achat d'actions

Les plans d'options répondent aux règles suivantes :

- les options sont attribuées généralement aux mêmes périodes calendaires et leur prix d'exercice ne comporte aucune décote ;
- la durée de vie des options est de six à sept ans ;
- l'acquisition des droits à options est subordonnée à des conditions de présence au sein du Groupe, ainsi que, pour les plans postérieurs à 2007, à une progression annuelle moyenne du résultat net part du Groupe d'au moins 6 % sur trois années et à taux de change constants. Cette condition de performance ne s'impose cependant qu'à une certaine portion de l'attribution par bénéficiaire (variant de 0 à 50 %, sauf pour le Directeur Général dont l'attribution est intégralement soumise à condition de performance), le restant des droits s'acquérant par tranches égales sur une période de quatre ans.

4.22.2 Modèle de valorisation utilisé et hypothèses retenues

Estimation de la juste valeur à la date d'attribution

La juste valeur des options attribuées et réglées par remise d'instruments de capitaux propres est estimée à la date d'attribution au moyen d'un modèle de type binomial, prenant en compte les termes et conditions auxquels les options ont été attribuées ainsi que des hypothèses liées au comportement de levée des options.

Le tableau suivant donne la liste des données entrées dans le modèle utilisé pour chaque plan valorisé selon IFRS 2 :

Date d'attribution du plan	Prix d'exercice	Volatilité attendue (%)	Maturité (années)	Taux d'intérêt sans risque (%)	Taux attendu de rendement des dividendes (%)	Durée de vie attendue des options (années)
17 janvier 2007	47,82 euros	29,42 %	6	4,18 %	2,81 %	5
17 janvier 2007	47,82 euros	29,42 %	7	4,18 %	2,81 %	5
24 avril 2007	55,36 euros	28,23 %	6	4,37 %	2,79 %	5
24 avril 2007	55,36 euros	28,23 %	7	4,37 %	2,79 %	5
11 septembre 2007	47,17 euros	28,54 %	6	4,04 %	2,75 %	5
7 janvier 2008	42,27 euros	28,85 %	7	4,01 %	2,75 %	6
7 janvier 2008	42,27 euros	28,85 %	6	3,95 %	2,75 %	5
9 septembre 2008	45,56 euros	29,48 %	7	4,15 %	2,75 %	6
9 septembre 2008	45,56 euros	29,48 %	6	4,11 %	2,75 %	5
19 janvier 2009	39,40 euros	37,16 %	7	3,28 %	3,00 %	6
19 janvier 2009	39,40 euros	37,16 %	6	2,90 %	3,00 %	5
11 janvier 2010	39,88 euros	28,50 %	7	2,97 %	3,00 %	6
11 janvier 2010	39,88 euros	28,50 %	6	2,45 %	3,00 %	5
13 décembre 2010	48,37 euros	25,00 %	7	3,27 %	3,00 %	6
13 décembre 2010	48,37 euros	25,00 %	6	2,63 %	3,00 %	5
13 décembre 2011	51,40 euros	24,00 %	7	3,48 %	3,00 %	6
13 décembre 2011	51,40 euros	24,00 %	6	2,85 %	3,00 %	5

La durée de vie attendue des options est intégrée au modèle binomial par le biais des comportements des bénéficiaires en matière d'exercice anticipé sur la durée de vie contractuelle des options et se fonde sur des données historiques et n'est pas forcément indicative des exercices d'options qui peuvent survenir.

La volatilité attendue se base sur l'hypothèse selon laquelle la volatilité calculée par régression vers la moyenne des rendements journaliers sur les cinq années ou six années (durée de vie attendue des options) précédant la date d'octroi du plan (excluant les fluctuations de cours de septembre 2002) est un indice des tendances futures.

Pour les plans attribués à compter de 2008, la volatilité est déterminée à partir d'une moyenne pondérée de la volatilité historique du titre observée sur des périodes correspondant à la durée de vie attendue des options octroyées et de la volatilité implicite attendue par le marché.

Le taux d'intérêt sans risque est le taux des obligations d'État (par référence aux taux rapportés par l'indice iBoxx de la zone euro) ayant une maturité similaire à la durée de vie attendue des options.

Les hypothèses concernant le comportement des optionnaires qui ont été utilisées lors de la détermination de la juste valeur des options (ces données sont également fondées sur des données historiques non indicatives des exercices d'options qui peuvent survenir) sont :

- pour les résidents fiscaux français :
 - 50 % des optionnaires lèvent leurs options lorsque le cours de l'action dépasse de 20 % le prix d'exercice,
 - 50 % des optionnaires lèvent leurs options lorsque le cours de l'action dépasse de 40 % le prix d'exercice ;
- pour les non-résidents fiscaux français :
 - 30 % des optionnaires lèvent leurs options lorsque le cours de l'action dépasse de 20 % le prix d'exercice,
 - 30 % des optionnaires lèvent leurs options lorsque le cours de l'action dépasse de 40 % le prix d'exercice,
 - 30 % des optionnaires lèvent leurs options lorsque le cours de l'action dépasse de 70 % le prix d'exercice,
 - 10 % des optionnaires lèvent leurs options lorsque le cours de l'action dépasse de 100 % le prix d'exercice.

4.22.3 Charge comptabilisée initialement et mouvements sur l'exercice 2011-2012

La charge comptabilisée dans le compte de résultat pour l'exercice 2011-2012 au titre des stock-options est de 19 millions d'euros (contre 17 millions d'euros au 31 août 2011).

Le tableau suivant indique le nombre, les prix moyens pondérés d'exercice (PMP) et les mouvements d'options durant l'exercice.

	Au 31 août 2012		Au 31 août 2011	
	Nombre	PMP (en euros)	Nombre	PMP (en euros)
En circulation en début de période	6 439 038	43,17	6 703 643	40,83
Attribuées pendant la période	2 046 950	51,40	1 734 700	48,37
Annulées pendant la période	(170 057)	46,39	(852 501) ⁽²⁾	42,36
Exercées pendant la période	(1 499 392) ⁽¹⁾	42,48	(1 143 248) ⁽³⁾	38,04
Expirées pendant la période			(3 556)	23,08
En circulation en fin de période	6 816 539	45,71	6 439 038	43,17
Exercibles en fin de période	2 013 706	42,38	1 944 228	43,26

(1) Le prix pondéré de l'action à la date d'exercice des options exercées est de 56,81 euros.

(2) Y compris les options annulées à la suite de la non atteinte de la condition de performance pour les plans attribués en 2008.

(3) Le prix pondéré de l'action à la date d'exercice des options exercées est de 51,15 euros.

La durée de vie résiduelle moyenne pondérée pour les options en circulation au 31 août 2012 est de 4,2 ans (4,1 ans au 31 août 2011).

La juste valeur moyenne pondérée des plans des options attribuées durant l'exercice est de 10,43 euros (11,21 euros au 31 août 2011).

Le tableau suivant précise les prix d'exercice et les dates d'expiration des options en circulation au 31 août 2012 :

Date d'octroi	Point de départ d'exercice	Date d'expiration	Prix d'exercice	Nombre d'options non exercées au 31 août
Janvier 2007	Janvier 2008	Janvier 2013	47,82 euros	109 174
Janvier 2007	Janvier 2008	Janvier 2014	47,82 euros	254 870
Avril 2007	Avril 2008	Avril 2013	55,36 euros	1 602
Avril 2007	Avril 2008	Avril 2014	55,36 euros	0
Septembre 2007	Septembre 2008	Septembre 2013	47,17 euros	0
Janvier 2008	Janvier 2009	Janvier 2015	42,27 euros	173 168
Janvier 2008	Janvier 2009	Janvier 2014	42,27 euros	147 331
Septembre 2008	Septembre 2009	Septembre 2015	45,56 euros	15 000
Septembre 2008	Septembre 2009	Septembre 2014	45,56 euros	1 875
Janvier 2009	Janvier 2010	Janvier 2016	39,40 euros	581 188
Janvier 2009	Janvier 2010	Janvier 2015	39,40 euros	459 057
Janvier 2010	Janvier 2011	Janvier 2017	39,88 euros	620 013
Janvier 2010	Janvier 2011	Janvier 2016	39,88 euros	866 810
Décembre 2010	Décembre 2011	Décembre 2017	48,37 euros	672 400
Décembre 2010	Décembre 2011	Décembre 2016	48,37 euros	933 401
Décembre 2011	Décembre 2012	Décembre 2018	51,40 euros	821 850
Décembre 2011	Décembre 2012	Décembre 2017	51,40 euros	1 158 800
TOTAL				6 816 539

4.22.4 Plans émis à la suite de l'acquisition de Sodexo Marriott Services

Le Groupe s'est engagé à livrer 3 044 394 actions Sodexo Alliance aux salariés de Sodexo, Inc. à un prix moyen de 29,01 dollars US, dans le cadre du rachat de 53 % du capital de Sodexo Marriott Services, Inc. en juin 2001. Au 31 août 2012, le nombre d'actions restant à livrer s'élève à 2 897.

Ces options sont toutes exerçables avant novembre 2012.

Ces options ne sont pas valorisées car leur octroi est antérieur à novembre 2002, date de prise d'effet de IFRS 2, et leurs droits ont été acquis avant le 1^{er} janvier 2005.

Le tableau suivant indique le nombre, les prix moyens pondérés d'exercice (PMP) et les mouvements d'options durant l'exercice.

	Au 31 août 2012		Au 31 août 2011	
	Nombre	PMP (en dollars)	Nombre	PMP (en dollars)
En circulation en début de période	11 415	29,99	81 895	28,98
Attribuées pendant la période				
Annulées pendant la période			(520)	28,14
Exercées pendant la période	(8 518) ⁽¹⁾	29,99	(69 960) ⁽²⁾	28,82
Expirées pendant la période				
En circulation en fin de période	2 897	29,99	11 415	29,99
Exerçable en fin de période	2 897	29,99	11 415	29,99

(1) Le prix pondéré de l'action à la date d'exercice des options exercées est de 74,80 USD.
(2) Le prix pondéré de l'action à la date d'exercice des options exercées est de 65,32 USD.

Le tableau suivant indique les prix d'exercice des options en circulation au 31 août 2012 :

Date d'octroi	Prix de souscription (en dollars)	Nombre d'options non exercées au 31 août 2012
06/11/1997	29,99	2 897

4.23 Regroupements d'entreprises

Les principales acquisitions de l'exercice sont décrites dans la section 1. Faits marquants. Le montant des actifs acquis et passifs repris aux dates d'acquisition, évalués de manière provisoire au 31 août 2012, est résumé dans le tableau suivant :

(en millions d'euros)	Montants à la juste valeur
Immobilisations incorporelles	165
Immobilisations corporelles	49
Autres actifs non courants	15
Créances clients ⁽¹⁾	94
Autres actifs courants	38
Trésorerie et équivalents de trésorerie	28
Dettes financières non courantes	(13)
Autres dettes non courantes	(41)
Impôts différés nets	(4)
Dettes financières courantes	(49)
Autres dettes et passifs courants	(117)
Total des actifs nets identifiables	165
Goodwill	456
Contrepartie transférée ⁽²⁾	(621)
Trésorerie acquise	28
Variation de dette sur acquisition de filiales	7
IMPACT SUR LE TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE	(586)

(1) Correspondant à un montant en valeur brute de 101 millions d'euros

(2) Prix payé ou payable en trésorerie, y compris un complément de prix estimé pour 6 millions d'euros

La contribution des sociétés acquises depuis leur intégration s'élève à 714 millions d'euros pour le chiffre d'affaires et est non significative sur le résultat de la période.

Les actifs incorporels incluent principalement les relations clients, les marques et les droits au bail. Les durées d'amortissement de ces actifs incorporels ont été fixées par le management dans une fourchette de 3 ans à 15 ans en fonction du taux d'attrition estimé pour les contrats et de la durée de vie probable des marques, sauf lorsque la durée d'utilité n'est pas limitée. Le *goodwill* correspond à l'écart positif entre le prix d'acquisition et le total de la juste valeur des actifs nets identifiables.

Les *goodwills* constatés au cours de l'exercice concernent principalement les acquisitions des sociétés Puras do Brasil au Brésil, Roth Bros aux États-Unis et Lenôtre en France.

Le *goodwill* représente principalement le savoir-faire et la compétence des employés ainsi que la capacité bénéficiaire des entreprises acquises.

Au cours de l'exercice précédent, il n'y a pas eu d'acquisition significative.

4.24 Engagements et éventualités

4.24.1 Sûretés réelles

Au 31 août 2012

- 9 974 234 actions SODEXO ont été nanties au profit de Natixis,
- 1 976 404 actions SODEXO ont été nanties au profit de la Société Générale,
- 1 565 495 actions SODEXO ont été nanties au profit de Calyon
- 2 237 494 actions SODEXO ont été nanties au profit de CACIB
- 4 181 753 actions SODEXO ont été nanties au profit des investisseurs américains (USD Notes)
- 1 284 105 actions SODEXO ont été nanties au profit des investisseurs américains (Euro Notes)
- 70 374 actions SODEXO ont été nanties au profit de CACIB (Swap USD Notes)
- 33 534 actions SODEXO ont été nanties au profit de Société Générale (Swap USD Notes)
- 45 802 actions SODEXO ont été nanties au profit de Natixis (Swap USD Notes)

Soit un total de 21 369 195 actions SODEXO nanties sur les 59 252 063 actions SODEXO que détient Bellon SA.

Les engagements relatifs à des sûretés réelles (nantissement, gage sur équipement ou hypothèque d'immeuble), consenties par Sodexo SA et ses filiales dans le cadre de leurs activités opérationnelles au cours de l'exercice 2011-2012 ne sont pas significatifs.

4.24.2 Engagements en matière de location simple

Les engagements donnés au titre des contrats de location simple se décomposent, par maturité, comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 31 août 2012	Au 31 août 2011
Moins d'un an	132	127
De 1 à 5 ans	258	268
Plus de 5 ans	79	104
TOTAL	469	499

Il s'agit de nombreux contrats dans le monde entier, dont les dispositions sont négociées localement, qui portent essentiellement sur :

- des équipements sur sites, des équipements de bureau et des véhicules pour 150 millions d'euros (138 millions d'euros au 31 août 2011) ;
- des loyers de bureaux pour 298 millions d'euros (340 millions d'euros au 31 août 2011). Les baux d'une durée de 12 ans signés le 19 octobre 2006 dans le cadre de l'installation du nouveau siège social du Groupe à Issy-les-Moulineaux en 2008 impactent les engagements donnés en matière de location de bureaux pour 40 millions d'euros. Les baux et renouvellement de baux signés par Sodexo France et Sodexo, Inc. pour l'occupation de leurs bureaux respectifs représentent des engagements en matière de location simple pour 35 millions d'euros et 5 millions d'euros.

4.24.3 Autres engagements donnés

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 31 août 2012			Au 31 août 2011	
	À moins de 1 an	De 1 à 5 ans	À plus de 5 ans	Total	Total
Engagements de paiement donnés aux tiers		9		9	8
Garanties d'exploitation de sites	11	32		43	51

Garanties de bonne fin données aux clients du Groupe Sodexo		44	129	173	136
Autres engagements	15	1		16	19
TOTAL	26	86	129	241	214

Les engagements de paiements donnés aux tiers incluent principalement les engagements de financement en dettes subordonnées dans les PPP (cf. note 2.3.2.) pour 9 millions d'euros.

Les garanties de bonne fin accordées aux clients du Groupe correspondent à certains engagements donnés dans le cadre d'une vingtaine de contrats où, du fait de la sous-traitance, le Groupe estime qu'il pourrait être exposé au paiement d'une indemnité en cas de défaut de réalisation de la prestation. Les garanties de bonne fin sont réexaminées régulièrement par le management des entités opérationnelles. Une provision est constituée lorsque des paiements liés à ces garanties deviennent probables. Hormis ces contrats, le Groupe estime être en mesure de mettre en œuvre les moyens supplémentaires nécessaires pour éviter de payer des indemnités aux clients qui bénéficient de clause de garanties de bonne fin.

Le Groupe a également des engagements de performances vis-à-vis de ses clients mais considère que ceux-ci ont plus la caractéristique de garanties d'exécution que d'un contrat d'assurance ayant pour objectif d'indemniser le client en cas de non-réalisation de la prestation (l'indemnité étant en général réservée aux cas où Sodexo n'aurait pas été en mesure de mettre en œuvre les moyens alternatifs ou supplémentaires pour satisfaire le client).

Dans les faits, compte tenu de sa taille et de son implantation, le Groupe Sodexo considère être capable de mettre en œuvre les moyens supplémentaires nécessaires pour éviter de payer des indemnités aux clients bénéficiant de telles clauses.

À ce jour, aucune provision n'est constatée dans l'état consolidé de la situation financière au titre de ces garanties.

Le Groupe a des engagements en termes de nombre d'heures de formation à accorder à ses salariés en France, engagements appelés Droit Individuel à la Formation. En l'absence d'une position des instances réglementaires sur le traitement comptable du Droit Individuel à la Formation, le Groupe a opté pour une présentation de ces droits en engagements donnés. Sur la base des informations disponibles, le nombre d'heures à accorder aux salariés des filiales françaises au titre du Droit Individuel à la Formation a été évalué à environ 2 600 000 heures.

En octobre 2012, le Groupe a émis une garantie plafonnée à 100 millions de livres sterling pour une durée de 12 ans afin de couvrir les obligations de sa filiale Sodexo UK au titre de son plan de retraite. Cette garantie postérieure à la clôture de l'exercice a été émise en faveur du Trustee gérant le plan de retraite.

4.25 Informations sur les parties liées

4.25.1 Rémunérations, avances et engagements en matière de pensions et indemnités assimilées accordés aux membres du Conseil de Surveillance et du Directoire de Bellon SA

(en euros)	Au 31 août 2012	Au 31 août 2011
Rémunérations versées par Bellon SA aux mandataires sociaux	562 860	562 860
Jetons de présence versés par Bellon SA aux mandataires sociaux	210 000	210 000
Jetons de présence versés par Sodexo aux mandataires communs	248 300	245 560
Rémunérations et avantages versés par des filiales de Sodexo aux mandataires communs	300 038	261 235
TOTAL	1 321 198	1 279 655

Le total inclut les jetons de présence, les rémunérations et avantages de toute nature versés (ou procurés sur la période pour des fonctions exercées) par les sociétés Bellon SA, Sodexo SA et/ou les sociétés du Groupe Sodexo.

4.25.2 Sociétés non intégrées globalement

Les autres transactions avec les parties liées concernent les prêts accordés, les transactions réalisées et les engagements hors bilan portant sur des entreprises associées.

(en millions d'euros)	Valeurs brutes au 31 août 2012	Dépréciations au 31 août 2012	Valeurs nettes au 31 août 2012	Valeurs nettes au 31 août 2011
Prêts accordés	76	0	76	64
Engagements hors bilan			Au 31 août 2012	Au 31 août 2011

Engagements de paiement donnés aux tiers	9	8
Garanties de bonne fin données à des clients	171	134
<hr/>		
Transactions réalisées	2011-2012	2010-2011
Chiffre d'affaires	310	273
Charges opérationnelles	0	0
Résultat financier	6	5

4.26 Effectifs

Les effectifs du Groupe au 31 août 2011 sont les suivants :

	Au 31 août 2012	Au 31 août 2011
Encadrement	50 219	47 666
Employés	371 180	343 490
TOTAL	421 399	391 156

Le détail des effectifs par secteur opérationnel est le suivant :

	Solutions de Services sur Sites				Total	Solutions de		Total
	Amérique du Nord	Europe continentale	Royaume-Uni et Irlande	Reste du monde		Motivation	Holdings	
Au 31 août 2012	123 673	101 503	37 956	154 171	417 303	3 638	458	421 399
Au 31 août 2011	124 896	100 108	34 846	127 364	387 214	3 508	434	391 156

4.27 Litiges

Le Groupe est partie prenante à des litiges survenus dans le cadre normal de ses activités. Le Groupe ne s'attend pas à ce que les passifs relatifs à ces litiges soient globalement significatifs par rapport à l'activité ou à la situation financière consolidée.

À la connaissance de la société Bellon S.A., il n'existe aucune procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage, y compris toute procédure dont la Société a connaissance, qui est en suspens ou dont elle est menacée, qui pourrait avoir, ou a eu au cours des douze derniers mois, des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société.

4.28 Événements postérieurs à la clôture

Sodexo a finalisé le 2 novembre 2012 l'acquisition de Servi-Bonos, S.A. de C.V. au Mexique. La société sera consolidée dans les comptes de Sodexo sur dix mois au cours de l'exercice 2012-2013. Servi-Bonos est un acteur majeur des chèques et cartes de restauration et d'alimentation au Mexique avec près de 5 000 clients à travers le pays. En 2011, Servi-Bonos a réalisé un volume d'émission (valeur faciale des chèques et cartes multipliée par le nombre de chèques et cartes émis) de près de 300 millions d'euros.

Cette acquisition renforce le leadership mondial de Sodexo dans les services de Qualité de Vie sur un marché mexicain dynamique et en plein essor.

5. OBJECTIFS ET POLITIQUE DE GESTION DES RISQUES FINANCIERS

5.1 Exposition aux risques sur les taux de change et d'intérêt

Le Groupe étant présent dans 80 pays, l'ensemble des postes des états financiers est impacté par la conversion des devises et plus particulièrement la variation du dollar US. Ces variations de change n'entraînent pas de risques d'exploitation, les recettes et les charges de chacune de nos filiales étant réalisées essentiellement dans la même devise.

Le Groupe a recours à des instruments dérivés pour assurer la gestion des risques auxquels le Groupe est exposé du fait de la volatilité des taux d'intérêt et des taux de change.

Les politiques du Groupe, sont conçues pour éviter toute prise de position spéculative. En outre, selon ces politiques :

- l'essentiel de l'endettement doit être contracté à taux fixe ou converti en taux fixe grâce à des instruments de couverture ;
- Dans le cadre de la politique de financement, le risque de change sur les prêts en devises aux filiales doit être couvert ;
- l'échéance des instruments de couverture ne doit pas dépasser celle des emprunts couverts.

5.1.1 Analyse de sensibilité aux taux d'intérêt

<i>(en millions d'euros)</i>	Note	Au 31 août 2012	Au 31 août 2011
Passifs financiers avant couverture	4.15	3 297	3 088
Dont passifs à taux fixe (avant couverture)		3 014	2 917
Dont passifs à taux variables (avant couverture)		283	171
Incidence des instruments de couverture	4.16	19	11
Sur les passifs à taux fixes		216	74
Sur les passifs à taux variables		(197)	(63)
Passifs financiers après couverture	4.16	3 316	3 099
Dont passifs à taux fixe (après couverture)		3 230	2 991
Dont passifs à taux variables (après couverture)		86	108

Au 31 août 2012, comme au 31 août 2011, la quasi-totalité des passifs étant à taux fixe, l'augmentation ou la diminution de 0,5 % des taux d'intérêts n'aurait pas d'impact significatif sur le résultat avant impôt ou sur les capitaux propres.

Le Groupe n'avait pas d'instruments dérivés qualifiés de couverture de taux d'intérêt au 31 août 2012.

5.1.2 Analyse de sensibilité aux taux de change et exposition au risque de change sur les principales devises

Exposition au risque de change

	Au 31 août 2012				Au 31 août 2011			
	Dollar USD	Real BRL	Livre GBP	Bolivar Fuerte VEF	Dollar USD	Real BRL	Livre GBP	Bolivar Fuerte VEF
Hors instruments dérivés de change <i>(en millions d'euros)</i>								
<i>Taux de clôture au 31 août</i>	0,793	0,388	1,257	0,078	0,692	0,432	1,129	0,074
Actif monétaire								
BFR actif et autres créances	753	429	216	4	664	332	168	4
Impôts différés	67	37	16	1	77	25	11	
Trésorerie	573	468	146	110	267	10	135	16
TOTAL ACTIF MONETAIRE	1 393	934	378	115	1 008	367	314	20
Passif monétaire								
Dettes financières	1 021	44	5		780	98	4	
BFR passif et autres dettes	1 252	753	374	90	1 093	625	356	69
Impôts différés	34	89	1		25	74	1	
TOTAL PASSIF MONETAIRE	2 307	886	380	90	1 898	796	361	69
Position nette	(914)	48	(2)	25	(890)	(429)	(47)	(49)

	Au 31 août 2012				Au 31 août 2011			
	Dollar USD	Real BRL	Livre GBP	Bolivar Fuerte VEF	Dollar USD	Real BRL	Livre GBP	Bolivar Fuerte VEF
Après instruments dérivés de change (en millions d'euros)								
Taux de clôture au 31 août	0.793	0.388	1.257	0.078	0,692	0,432	1,129	0,074
Actif monétaire								
BFR actif et autres créances	753	429	216	4	664	332	168	4
Impôts différés	67	37	16	1	77	25	11	
Trésorerie	573	468	146	110	267	10	135	16
TOTAL ACTIF MONETAIRE	1 393	934	378	115	1 008	367	314	20
Passif monétaire								
Dettes financières	891	374	43		780	136	32	
BFR passif et autres dettes	1 252	753	374	90	1 093	625	356	69
Impôts différés	34	89	1		25	74	1	
TOTAL PASSIF MONETAIRE	2 177	1 216	418	90	1 898	835	389	69
Position nette	(784)	(282)	(40)	25	(890)	(468)	(75)	(49)

Sensibilité au risque de change

Impact d'une appréciation de 10 % des taux de change des devises par rapport à l'euro (en millions d'euros)	Au 31 août 2012				Au 31 août 2011			
	Impact sur le chiffre d'affaires	Impact sur le résultat opérationnel	Impact sur le résultat avant impôt	Impact sur les capitaux propres	Impact sur le chiffre d'affaires	Impact sur le résultat opérationnel	Impact sur le résultat avant impôt	Impact sur les capitaux propres
Dollar USD	654	34	25	199	581	30	15	170
Réal BRL	124	19	13	63	71	16	11	46
Livre GBP	148	10	11	65	121	6	6	58
TOTAL	926	63	49	327	773	52	32	274

5.2 Exposition aux risques de liquidité

Les caractéristiques des financements obligataires et bancaires utilisés par le Groupe au 31 août 2012 sont décrites en détail dans la note 4.15 de l'annexe aux comptes consolidés.

Au 31 Août 2012, plus de 85 % de la dette consolidée du groupe avait été empruntée sur les marchés de capitaux et le financement bancaire assurait moins de 15 % des besoins du groupe. Au 31 Août 2011, plus de 90 % de la dette consolidée du groupe avait été empruntée sur les marchés de capitaux et le financement bancaire assurait moins de 10 % des besoins du groupe. Les échéances de remboursement des principales dettes s'échelonnent entre les exercices 2013-2014 et 2023-2024. Le Groupe a une ligne de crédit confirmée multidevises de 600 millions d'euros plus 800 millions de dollars US, qui était tirée à hauteur de 235 millions d'euros au 31 août 2012 (cette ligne de crédit n'était pas tirée au 31 août 2011).

5.3 Exposition aux risques de contrepartie

L'exposition au risque de crédit est limitée à la valeur comptable des actifs financiers.

La politique du groupe est de gérer et répartir le risque de contrepartie. S'agissant des instruments dérivés, chaque transaction avec une banque doit s'appuyer sur une convention cadre de type convention AFB ou ISDA.

Le risque de contrepartie lié aux créances clients est non significatif. Compte tenu de la dispersion géographique et sectorielle du Groupe, il n'existe aucune concentration de risques portant sur les créances individuelles échues et non dépréciées. De plus, le Groupe n'a enregistré aucune évolution significative des impacts liés aux défaillances financières de ses clients au cours de l'exercice.

Le risque de contrepartie est essentiellement bancaire. Le Groupe limite son exposition au risque de contrepartie en diversifiant ses placements et en limitant la concentration du risque entre les mains de chacune des contreparties. Les transactions sont effectuées avec des contreparties de premier plan en fonction des risques pays. Un reporting régulier de suivi de la répartition auprès des contreparties ainsi que de leur qualité est mis en place.

Afin de réduire encore ce risque, le Groupe Sodexo a mis en place en 2010-2011, un mécanisme de cash pooling international entre les principales filiales réduisant ainsi les liquidités placées chez des tiers en les concentrant sur les holdings financières du Groupe Sodexo.

La contrepartie maximale est d'environ 10 % (18 % au 31 août 2011) de la trésorerie opérationnelle du Groupe (incluant les fonds réservés et les actifs financiers de l'activité Services Avantages et Récompenses) vis-à-vis d'un groupe bancaire dont le rating est A1.

6. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Les principales sociétés consolidées au 31 août 2012 présentées dans le tableau ci-dessous représentent plus de 90 % du chiffre d'affaires consolidé. Les nombreuses autres entités représentent individuellement moins de 0,50 % des agrégats chiffre d'affaires, résultat opérationnel, résultat net part du groupe et capitaux propres.

Les principales acquisitions sont mentionnées en section 1. Faits marquants.

La première colonne indique le pourcentage d'intérêts, la seconde le pourcentage de contrôle. Seuls sont mentionnés les pourcentages d'intérêts ou de contrôles inférieurs à 97 %.

La lettre N désigne les sociétés entrées dans le périmètre de consolidation au cours de l'exercice.

La lettre S désigne les sociétés sorties du périmètre de consolidation au cours de l'exercice.

Les lettres ME désignent les filiales qui sont mises en équivalence, les autres sont intégrées globalement.

	Intérêts %	Contrôle %	Activité principale	Pays
France				
			Sur Site	France
Sodexo Entreprises (consolidé)			Sur Site	France
Sodexo Santé Médico Social			Sur Site	France
Société Française de Restauration et Services (consolidé)			Sur Site	France
SEGSMI			Sur Site	France
Sodexo Justice Services			Sur Site	France
Sogeres (consolidé)			Sur Site	France
N Lenôtre (consolidé)			Sur Site	France
L'Affiche			Sur Site	France
Bateaux Parisiens (consolidé)			Sur Site	France
Score			Sur Site	France
Score Groupe			Sur Site	France
Sodexo Solutions de Motivation France SA			Avantages et Récompenses	France
One SAS			Holding	France
Sodexo Pass International			Holding	France
Sodexo Solutions de Service sur Sites			Sur Site	France
One SCA			Holding	France
Groupe Crèche Attitude (consolidé)	35 %	35 %	Sur Site	France
Sodexo EN France			Holding	France
Sodexo Amecaa			Holding	France
Sofinsod			Holding	France
Etin			Holding	France
Sodexo Europe			Holding	France
Sodexo GC SAS			Holding	France
Sodexo IS & T			Holding	France

		Intérêts %	Contrôle %	Activité principale	Pays
Amérique					
N	Sodexo do Brasil Comercial Ltda (consolidé y compris Puras)			Sur Site	Brésil
	Sodexo Pass do Brasil Serviços e Comercio			Avantages et Récompenses	Brésil
	Sodexo Pass do Brasil Serviços de Inovacao Ltda			Avantages et Récompenses	Brésil
	Sodexo Canada (consolidé)			Sur Site	Canada
ME	Sociedad Concesionaria Bas	33 %	33 %	Sur Site	Chili
	Sodexo Chile (consolidé)			Sur Site	Chili
	Sodexo Inversiones SA			Sur Site	Chili
	Sodexho Pass Chile			Avantages et Récompenses	Chili
	Sodexo Colombia	65 %	65 %	Sur Site	Colombie
	Sodexo, Inc. (consolidé)			Sur Site	États-Unis
N	Roth Bros Inc. (consolidé)			Sur Site	États-Unis
	Sodexo Holdings Inc.			Holdings	États-Unis
	Sodexo Remote Sites (USA) Inc.			Holding	États-Unis
	Sodexo Remote Sites Partnership			Sur Site	États-Unis
ME	Doyon Universal Services (consolidé)	50 %	50 %	Sur Site	États-Unis
	Comfort Keepers			Sur Site	États-Unis
	Circle Company Associates, Inc.			Sur Site	États-Unis
	Sodexo Rose Holding Company Inc.			Holding	États-Unis
	Sodexo Perou SAC			Sur Site	Pérou
	Sodexho Pass Venezuela	64 %	64 %	Avantages et Récompenses	Venezuela

		Intérêts %	Contrôle %	Activité principale	Pays
Europe					
	Sodexo Services GmbH (consolidé)	96 %		Sur Site	Allemagne
	Sodexo Scs GmbH (consolidé)	96 %		Sur Site	Allemagne
	Gastro-Kanne	96 %		Sur Site	Allemagne
	Sodexo Beteiligungsgesellschaft BV & Co. KG	94 %	94 %	Sur Site	Allemagne
	Zehnacker GmbH (consolidé)	96 %		Sur Site	Allemagne
	Zehnacker Catering GmbH	96 %		Sur Site	Allemagne
	Ga tec	96 %		Sur Site	Allemagne
	Sodexo Germany BV	94 %	94 %	Sur Site	Allemagne
	Sodexo GmbH	96 %		Sur Site	Allemagne
	Sodexo Service Solutions Austria	95 %		Sur Site	Autriche
	Sodexo Belgium (consolidé)			Sur Site	Belgique
	Imagor Services & Cie SNC			Avantages et Récompenses	Belgique
	Sodexo Pass Belgium (consolidé)			Avantages et Récompenses	Belgique
	Compagnie Financière Aurore International			Holding	Belgique
	Sodexo (Cyprus) Ltd			Sur Site	Chypre
	Sodexo España (consolidé)			Sur Site	Espagne
	Sodexo Soluciones de Motivacion Espana SAU			Avantages et Récompenses	Espagne
	Sodexo Oy			Sur Site	Finlande
	Sodexo Magyarország KFT			Sur Site	Hongrie
	Sodexo Ireland Ltd			Sur Site	Irlande
	Sodexo Italia (consolidé)			Sur Site	Italie
	Sodexo Luxembourg (consolidé)			Sur Site	Luxembourg
	Sodexo Remote Sites Norway AS			Sur Site	Norvège
	Sodexo Nederland BV (consolidé)			Sur Site	Pays-Bas
	Sodexo Altys BV			Sur Site	Pays-Bas
	Sodexo Pass Ceska Republika AS			Avantages et Récompenses	République tchèque
	Sodexo Pass Romania			Avantages et Récompenses	Roumanie
N	Sodexo Property Solutions Ltd			Sur Site	Royaume-Uni
ME	Agecroft Prison Management Ltd	50 %	50 %	Sur Site	Royaume-Uni
	Prestige Ticketing Ltd	80 %	80 %	Sur Site	Royaume-Uni
	Sodexo Services Group Ltd			Holding	Royaume-Uni
ME	HpC King's College Hospital (Holdings) Ltd	25 %	25 %	Sur Site	Royaume-Uni
	Sodexo Ltd			Sur Site	Royaume-Uni
	Sodexo Prestige Ltd (consolidé)			Sur Site	Royaume-Uni
	Sodexo Remote Sites Scotland Ltd			Sur Site	Royaume-Uni
	Kalyx Ltd			Sur Site	Royaume-Uni
ME	Catalyst Healthcare (Roehampton) Holdings Ltd	25 %	25 %	Sur Site	Royaume-Uni
	Tillery Valley Foods			Sur Site	Royaume-Uni
	RTH 2011 Ltd	80 %	80 %	Sur Site	Royaume-Uni
	Sodexo Defence Services			Sur Site	Royaume-Uni
	Sodexo Investment Services			Sur Site	Royaume-Uni
ME	Peterborough Prison Management Ltd	33 %	33 %	Sur Site	Royaume-Uni
ME	Ashford Prison Services Ltd	33 %	33 %	Sur Site	Royaume-Uni
	Sodexo Holdings Ltd			Holding	Royaume-Uni
	Sodexo Education Services			Sur Site	Royaume-Uni
	Sodexo Management Services			Sur Site	Royaume-Uni

		Intérêts %	Contrôle %	Activité principale	Pays
	Sodexo Healthcare Services Ltd			Sur Site	Royaume-Uni
ME	Catalyst Healthcare (Manchester) Holdings Ltd	25 %	25 %	Sur Site	Royaume-Uni
ME	Mercia Healthcare (Holdings) Ltd	25 %	25 %	Sur Site	Royaume-Uni
ME	South Manchester Healthcare (Holdings) Ltd	25 %	25 %	Sur Site	Royaume-Uni
ME	RMPA Holdings Ltd	14 %	14 %	Sur Site	Royaume-Uni
ME	Pinnacle Schools (Fife) Holdings Ltd	10 %	10 %	Sur Site	Royaume-Uni
ME	Enterprise Civic Buildings (Holdings) Ltd	10 %	10 %	Sur Site	Royaume-Uni
ME	Enterprise Education Holdings Conwy Ltd	10 %	10 %	Sur Site	Royaume-Uni
ME	Enterprise Healthcare Holdings Ltd	10 %	10 %	Sur Site	Royaume-Uni
ME	Addiewell Prison (Holdings) Ltd	33 %	33 %	Sur Site	Royaume-Uni
ME	Healthcare support (North Staffs) Holding Ltd	25 %	25 %	Sur Site	Royaume-Uni
ME	Integrated Pathology Partnership	49 %	49 %	Sur Site	Royaume-Uni
	Rugby Travel & Hospitality Ltd	60 %	60 %	Sur Site	Royaume-Uni
ME	Catalyst Healthcare (Romford) Holdings Ltd	25 %	25 %	Sur Site	Royaume-Uni
S, ME	Catalyst Healthcare (Romford) Ltd	25 %	25 %	Sur Site	Royaume-Uni
	Sodexo Euroasia			Sur Site	Russie
	Sodexo Facilities Services AB			Sur Site	Suède
	Sodexo Scandinavian Holding AB			Sur Site	Suède
	Sodexo AB			Sur Site	Suède
	Sodexo Suisse SA			Sur Site	Suisse
	Sodexo Entegre Hizmet Yonetimi AS			Sur Site	Turquie
	Sodexo Motivasyon Cozumleri AS			Avantages et Récompenses	Turquie

		Intérêts %	Contrôle %	Activité principale	Pays
Asie, Océanie, Moyen-Orient					
	National Company for Management and Services Ltd	50 %	50 %	Sur Site	Arabie Saoudite
	Sodexo Australia (consolidé)			Sur Site	Australie
ME	Serco Sodexo Defence Services PTY LTD	50 %	50 %	Sur Site	Australie
	Sodexo Remote Sites Australia Pty			Sur Site	Australie
	Sodexo Shanghai Management Services			Sur Site	Chine
	Kelvin Catering Services (Emirates) LLC	49 %	49 %	Sur Site	Émirats Arabes Unis
	Sodexo International FZE			Sur Site	Émirats Arabes Unis
	Sodexo SVC India Private Ltd			Avantages et Récompenses	Inde
	Sodexo Food Solutions India Private Ltd			Sur Site	Inde
	Tariq Alghanim	50 %	50 %	Sur Site	Koweït
	Rugby Travel & Hospitality NZ	80 %		Sur Site	Nouvelle-Zélande
	Teyseer Services Company	49 %	49 %	Sur Site	Qatar